



19.081

**ZGB. Änderung des Geschlechts
im Personenstandsregister****CC. Changement de sexe
à l'état civil***Zweitrat – Deuxième Conseil*

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 11.06.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 24.09.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

Antrag der Mehrheit

Eintreten

Antrag der Minderheit

(Nidegger, Geissbühler, Guggisberg, Reimann Lukas, Tuena)

Nichteintreten

Proposition de la majorité

Entrer en matière

Proposition de la minorité

(Nidegger, Geissbühler, Guggisberg, Reimann Lukas, Tuena)

Ne pas entrer en matière

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous allons mener un débat d'ensemble sur l'entrée en matière et la discussion par article.

Hurni Baptiste (S, NE), per la commissione: Oggi in Svizzera nascono ogni anno circa quaranta bambini senza che sia possibile stabilire con certezza il loro sesso.

Or, dans le système actuel, ces personnes intersexes ou intergenres, dont la médecine ne peut déterminer avec certitude le sexe, sont classées comme homme ou femme au registre d'état civil dans les trois jours qui suivent leur naissance.

Zwar ist eine Änderung im Fall eines chirurgischen Eingriffs später möglich, aber nur unter strengen Bedingungen und nach einem komplizierten administrativen oder sogar gerichtlichen Verfahren.

Tant la Commission nationale d'éthique dans le domaine de la médecine humaine que le Centre suisse de compétence pour les droits humains critiquent cette situation, qui peut avoir pour conséquence des opérations chirurgicales précipitées.

Par ailleurs, les personnes transgenres ayant subi ou prévoyant de subir une opération sont au nombre de 100 à 200 en Suisse, mais on sait que ces chiffres sont inférieurs à la réalité, eu égard au fait que de nombreuses personnes transgenres n'ont pas subi ou ne peuvent pas subir d'opération chirurgicale.

Le changement de sexe ayant été longtemps considéré comme une maladie, le système légal prévoyait qu'il n'était possible à l'état civil que lorsque la personne n'était pas mariée et avait subi une intervention chirurgicale visant la stérilisation et la construction d'organes génitaux du sexe désiré. Les tribunaux ont heureusement depuis peu changé leur pratique, mais le changement de sexe à l'état civil nécessite toujours une décision des tribunaux, ce qui complexifie grandement les démarches.

La révision proposée aujourd'hui permet de changer la condition centrale du changement de sexe, en plaçant le droit à l'autodétermination au centre de la démarche. Cette autodétermination s'exprimerait dans la loi par la possibilité, pour celles et ceux qui ont la conviction intime et constante de ne pas appartenir au genre qui est inscrit à l'état civil, de pouvoir en changer en faisant une telle déclaration à l'officier d'état civil. Cela aurait pour conséquence un changement aussi du prénom, pour que celui-ci reflète l'identité intime de la personne. Afin





de protéger les familles et les droits qui en découlent, si la personne qui désire changer de genre est mariée, les liens demeurent, de même que les droits et les obligations, y compris la possibilité de divorcer.

Le projet maintient ainsi la binarité des sexes, n'envisageant pas l'introduction d'un troisième genre, en tout cas pour le moment, puisque le Conseil fédéral doit étudier cette question, suite à l'acceptation des postulats Arslan 17.4121 et Ruiz 17.4185 par notre autorité.

L'officier d'état civil sera tenu de combattre les éventuels abus avec les outils existants et de refuser les déclarations qui ne seraient pas intimes et constantes. Les autorités pourront ainsi nier toute conséquence juridique d'une déclaration non véridique et éviter de cette manière les déclarations faites dans le seul but d'obtenir plus tôt une rente vieillesse ou pour éviter le service militaire, par exemple. Le cas échéant, un tel comportement pourra aussi être dénoncé pénalement, pour obtention frauduleuse d'une constatation fautive, au sens de l'article 253 du code pénal. A noter que le Conseil des Etats a approuvé le projet du Conseil fédéral sans le modifier, par 31 voix contre 7 et 7 abstentions.

La Commission des affaires juridiques a, dans sa majorité, approuvé le projet avec une modification majeure, à savoir la suppression de la condition de l'acceptation du représentant légal pour les enfants pour les personnes sous curatelle de portée générale ou si l'autorité de protection de l'adulte le demandait. Nous aborderons ce point dans les divergences.

La majorité rejette la proposition de non-entrée en matière, qui relève d'une vision qu'elle juge étriquée du rôle de l'Etat civil, et partage pleinement les préoccupations tant du Conseil fédéral que des diverses commissions spécialisées et des associations s'occupant de la thématique transgenre.

Elle estime que le genre est une question fondamentalement intime et que seule la personne concernée, à l'exclusion de toute autre, que ce soit un juge, un médecin ou un représentant légal, est en mesure de pouvoir se déterminer sur l'appartenance à une identité de genre.

Ce projet répond à ces préoccupations et la commission a accepté l'entrée en matière, par 16 voix contre 6 et 1 abstention. Elle a accepté ce projet lors du vote sur l'ensemble, par 17 voix contre 7 et 1 abstention.

Markwalder Christa (RL, BE), für die Kommission: Diese Vorlage ist ein kleiner Schritt für unser Parlament, aber ein grosser Schritt für betroffene Menschen mit Transidentität oder einer Variante der Geschlechtsentwicklung. Sie sollen künftig ihr eingetragenes Geschlecht und ihren Vornamen mittels Erklärung gegenüber der Zivilstandsbeamtin oder dem Zivilstandsbeamten rasch und unbürokratisch ändern können. Eine vorgängige medizinische Untersuchung oder andere Vorbedingungen sind nicht mehr notwendig. Heute müssen betroffene Menschen hohe Hürden überwinden und die rechtliche Anerkennung der Geschlechtsänderung gerichtlich feststellen lassen. Die Verfahren sind oftmals langwierig und uneinheitlich, da keine klare gesetzliche Regelung besteht.

Mit dieser schlanken und einfachen Vorlage soll Menschen mit Transidentität oder einer Variante der Geschlechtsentwicklung das Leben erleichtert werden, indem sie den Eintrag ihres Geschlechts und ihres Vornamens im Personenstandsregister mittels Erklärung vor dem Zivilstandsamt ändern können. Dieses Verfahren stärkt die Selbstbestimmung und entbürokratisiert die zivilrechtliche Geschlechtsänderung. Zudem ist die Reform Ausdruck der Solidarität mit den Betroffenen. Diese sind oft bereits einem erheblichen persönlichen, sozialen, gesellschaftlichen und familiären Leidensdruck ausgesetzt. Im Jahr 2018 liessen 173 Personen ihr Geschlecht im Personenstandsregister ändern. Es geht also nicht um eine Gesetzesänderung für eine breite Masse, sondern um eine gezielte Erleichterung für Menschen mit Transidentität oder einer Variante der Geschlechtsentwicklung.

Wichtig zu betonen ist, dass die Änderung im Personenstandsregister keine Auswirkungen auf die familienrechtlichen Verhältnisse hat: Ist die betreffende Person nämlich verheiratet, bleibt die Ehe bestehen; für die eingetragene Partnerschaft gilt dies ebenfalls. Auch Kindesverhältnisse bleiben unverändert bestehen. Missbräuchliche Erklärungen zur

AB 2020 N 1823 / BO 2020 N 1823

Änderung des Geschlechts würden seitens des Zivilstandsamts abgelehnt.

Unsere Kommission hat des Weiteren intensive Debatten darüber geführt, ob mit dieser schlanken Revision sozusagen durch die Hintertür das dritte Geschlecht indirekt gesetzlich verankert wird. Dies ist mit dieser Gesetzesrevision nicht beabsichtigt, weshalb die Minderheit II (Vogt) zu Artikel 30b Absatz 1 ZGB überflüssig ist. Die Frage, ob gegenüber dem Zivilstandsamt auch eine schriftliche Erklärung genügt, wird von der Mehrheit verneint, weshalb die Minderheit I (Brenzikofer) abzulehnen ist. Es wurde beraten, ob bei Minderjährigen die Zustimmung der Eltern oder bei verbeiständeten Personen die Zustimmung seitens der Kesb erforderlich ist, was unsere Kommission grossmehrheitlich abgelehnt hat.





Im Sinne von "Ein grosser Schritt für die betroffenen Personen und ein kleiner Schritt für das Parlament" bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und stets den Kommissionsmehrheiten zu folgen.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je passe la parole à M. Nidegger pour développer ses différentes propositions de minorité. Il s'exprimera également au nom du groupe UDC.

Nidegger Yves (V, GE): Wenn es hier wirklich um eine Entbürokratisierung ginge, wäre ich natürlich voll und ganz dafür.

Mais une débureaucratization à l'initiative de la bureaucratie fédérale devrait normalement éveiller une forme de soupçon dans l'esprit d'un parlementaire normalement constitué, et c'est exactement de cela dont il s'agit. Ce n'est pas d'une débureaucratization dont il est question, mais de quelque chose de très différent.

Qu'est-ce qu'un registre d'état civil? C'est une collection, par l'Etat, d'informations sur chacune et chacun d'entre nous, qui relèvent de l'intime, qui sont extrêmement catégorisantes et qui toutes sont fondées sur des données objectives, objectivables et, en tout cas, sur des constats de tiers, et jamais sur une seule volonté de vous et de moi. Cela commence avec la date de naissance: quelqu'un est allé vous annoncer le jour de votre naissance, ce n'était pas vous, et votre date va vous accompagner toute votre vie. Elle est extrêmement catégorisante; elle vous fait jeune ou vieux dans une société qui attache à ces qualificatifs des connotations positives ou négatives; elle va vous donner des droits – celui de voter lorsque vous aurez atteint la date de naissance plus dix-huit ans, celui d'être pénalement majeur lorsque vous aurez ajouté encore un peu de temps à cela, celui de toucher une rente AVS lorsque le temps viendra. Et, à aucun moment vous ne pouvez demander un changement parce que votre ressenti de l'âge est différent de celui de votre date de naissance. Il y a des jeunes qui se sentent très fatigués et très vieux. Il y a des personnes âgées allègres qui ont honte de passer dans la catégorie AVS et qui souhaiteraient ne pas y passer. Il y a une subjectivité relative à l'âge qui existe parallèlement à une objectivité de l'information.

Deuxième exemple, l'état civil: vous êtes célibataire si vous ne vous êtes jamais marié, vous êtes marié si vous avez conclu mariage, vous êtes divorcé si un divorce est intervenu, vous êtes veuf si votre conjoint est décédé. Il y a des gens mariés qui certains soirs se sentent très célibataires; il y a des célibataires qui considèrent leur partenaire de vie comme un conjoint; il y a des veufs qui sont encore en communion avec l'être cher décédé comme s'il était vivant; et il y a des gens mariés qui se rêvent veufs. Dans tous les cas, vous avez un ressenti, et vous avez parallèlement à cela une inscription, inscription qui découle d'un constat objectivable.

La nationalité, de même: vous êtes suisse ou étranger, cela vous donne le droit de voter, éventuellement d'être expulsé en cas de crime; vous ne pouvez pas modifier votre nationalité simplement en passant le dire à l'état civil; il y a une procédure objective qui sert de base à la tenue du registre.

Vous êtes le fils d'untel, cela peut vous sembler une bonne ou une mauvaise chose, mais votre filiation découle, telle qu'elle est inscrite, d'une chose objectivable: d'une reconnaissance, d'une naissance ou d'une adoption. Vous être le père ou la mère d'untel et pas d'un autre; cela peut vous paraître injuste, mais c'est ainsi et c'est basé sur quelque chose d'objectivable. Et il y aurait, brusquement, un élément d'état civil, le sexe auquel vous appartenez, qui a été constaté au moment de votre naissance, dont le changement, lui, serait uniquement laissé à la disposition de la personne concernée, selon son ressenti subjectif.

Comprenez-moi bien: je n'ai absolument rien contre le fait que quelqu'un puisse changer de sexe si telle est sa volonté; je n'ai absolument rien non plus contre le fait de débureaucratiser une procédure qui est jugée trop lourde, ce qui est tout à fait correctement vu. Ce qui m'est choquant et ce qui détruit le système d'état civil dans ce qui est proposé, ce n'est pas le changement en tant que tel et la possibilité de l'initier, voire de l'initier de manière légère, c'est le seul fait qu'un élément d'état civil supposément objectif soit à la seule disposition de celui qui le ressent et dont le ressenti peut éventuellement varier au cours de sa vie.

On peut changer aussi son prénom sur seule demande, et donc, selon le nom ou le prénom auquel ma dernière poursuite m'a été notifiée, je passerai changer de prénom autant de fois que je le souhaiterai, sans qu'aucune cautèle ne puisse être donnée à cela.

On entre donc dans un monde de la subjectivité imposée à un registre officiel, qui ne devrait être fondé, pour être égal pour tous, que sur des données vérifiables et des données objectives.

Si vous deviez, à Dieu ne plaise, entrer en matière sur ce projet un peu inepte, il restera, à mon avis, dans l'histoire de la décadence de l'Occident un peu comme la désignation par Caligula de son cheval au rang de consul. Ce n'est pas franchement la chose la plus logique, ni celle dont on se souvient avec le plus de plaisir de l'époque romaine. Mais je crois assez sincèrement, et vous le verrez plus tard, que c'est comme cela qu'on se souviendra de notre époque.

Si vous deviez entrer en matière, à Dieu ne plaise – je le répète –, une minorité Nidegger vous propose très



exactement de réaliser l'ambition du titre de ce projet, qui est de débureaucratiser la procédure. Il existe – elle est connue; comme avocat je l'ai utilisée souvent pour mes clients – une procédure en changement de nom, qui consiste très simplement à demander au Conseil d'Etat de modifier votre nom en présence d'un juste motif. Il est évident que quelqu'un qui serait en phase de transformation de son genre aurait un juste motif à invoquer. La seule différence, c'est qu'on n'aurait pas simplement un claquement de doigts à faire en passant à l'état civil, ce qui est évidemment l'arbitraire le plus flagrant. Mais, on aurait une décision qui, comme pour toutes les informations qui figurent à l'état civil, proviendrait d'une autorité qui se serait posé la question et qui accorderait le droit de changer de sexe et de prénom selon une procédure hypersimple, gratuite, extrêmement rapide, connue des cantons. Cette modification se limiterait à modifier l'article 30 alinéa 1 du code civil qui dit que le gouvernement du canton de domicile peut, s'il existe des motifs légitimes, autoriser une personne à changer de nom, ainsi que, s'il existe des motifs légitimes, autoriser désormais une personne à changer de sexe ou de prénom lorsque celui-ci est lié au sexe.

Voilà le moyen de réaliser l'ambition de ce projet, au sens du titre qui vous est proposé, sans avoir à entrer dans la subjectivité imposable à tous, parce que demain je demanderai à pouvoir changer ma date de naissance étant donné que, franchement, je ne me sens pas avoir 63 ans et que je me sens très mal à l'aise à l'idée de toucher une rente AVS dans deux ans.

Le groupe UDC n'entrera pas en matière. Si vous entrez en matière, le groupe UDC soutiendra la minorité Nidegger et la minorité Vogt et si ces propositions de minorité ne sont pas suivies, il rejettera le projet au vote final. Je vous remercie de nous suivre.

Cottier Damien (RL, NE): Monsieur Nidegger, je vous ai écouté attentivement. Pendant un petit moment je vous ai même écouté en allemand, pas parce que c'est la journée du plurilinguisme, mais pour être sûr de bien comprendre ce que vous disiez quand vous parliez de choses aussi absurdes que de changer d'âge ou de changer de parents. Mais je

AB 2020 N 1824 / BO 2020 N 1824

crois que j'ai bien compris ce que vous disiez. J'aimerais une précision. Vous défendez habituellement les libertés personnelles par rapport à l'Etat, comme moi. Et là vous dites que vous êtes d'accord que les personnes puissent changer de sexe – vous l'avez dit objectivement –, mais vous n'êtes pas d'accord que l'Etat le reconnaisse. Est-ce qu'il n'y a pas une forme de contradiction par rapport à vos valeurs habituelles?

Nidegger Yves (V, GE): Ce qu'il y a de bien avec vous, cher collègue, c'est que l'on n'a pas besoin de filmer l'action au ralenti pour comprendre ce qui s'est passé dans votre tête. Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit que la débureaucratiation, si c'était le but, était possible, et que par conséquent, on pourrait aller dans ce sens, qui est prétendu dans ce projet. Or, ce projet, lui, a sur le flacon de la bouteille une étiquette qui dit débureaucratiation du changement de sexe, mais un contenu qui ne correspond pas à cela. Le contenu, c'est la démolition du caractère objectif des registres de l'état-civil.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je passe la parole à M. Walder pour développer sa proposition de minorité. Il s'exprimera également au nom du groupe des Verts.

Walder Nicolas Michel (G, GE): Le groupe des Verts salue la simplification administrative proposée pour faire enregistrer un changement de genre auprès de l'état civil.

Le projet qui nous est soumis est une réelle avancée pour les personnes transgenres et intersexes qui pourront, s'il est accepté, faire modifier leur inscription de genre et leur prénom dans le registre d'état civil sur simple déclaration. En renonçant à l'exigence d'une confirmation psychiatrique et au passage devant le juge, cette révision du code civil évitera une procédure inutilement éprouvante et coûteuse pour les personnes concernées et constituera un allègement bienvenu pour nos services de santé et juridiques, qui, je le rappelle, sont déjà saturés. C'est pour cela que le groupe des Verts rejettera la minorité Nidegger proposant de ne pas entrer en matière sur le projet.

En renonçant à l'exigence d'une confirmation psychiatrique et au passage devant le juge, cette révision du code civil évitera une procédure extrêmement éprouvante, je l'ai dit. Toutefois, le groupe des Verts estime, comme la majorité de la commission, qu'il faut impérativement supprimer l'article 4, qui conditionne la procédure du changement de genre pour les mineurs au consentement parental.

Selon la procédure actuelle, toutes les personnes capables de discernement, y compris les mineurs, peuvent présenter des demandes de manière indépendante et sans l'intervention d'un représentant légal, ce qui est une bonne chose car l'identité de genre relève de la personnalité et elle est, à ce titre, un droit strictement individuel.



Revenir sur cet acquis pour les mineurs représente un risque important pour notre jeunesse, car il renforcerait encore les possibles conflits familiaux, les brimades et la suicidalité chez ces jeunes que notre société a pourtant le devoir de soutenir et de protéger. C'est pourquoi tant la Commission nationale d'éthique dans le domaine de la médecine humaine que le Conseil suisse des activités de jeunesse et l'écrasante majorité des associations, des médecins et des psychologues actifs dans ce domaine recommandent de renoncer à l'exigence de l'accord parental.

Le groupe de Verts rejettera donc la minorité Bregy, qui entend revenir sur la suppression de l'article 4. Le groupe des Verts rejettera également la minorité Nidegger à l'article 30 du code civil; cette proposition reviendrait à réintroduire une clause méritoire de la demande de changement de genre tout en introduisant un risque d'inégalité cantonale dans la manière de traiter les demandes tant en matière de documents que de preuves exigées. Au final, cette proposition ne ferait que déplacer la bureaucratie des tribunaux vers l'administration, ce qui n'est pas l'objectif aujourd'hui.

Il en va de même pour la minorité II (Vogt) visant à modifier l'article 30b alinéa 1 en ajoutant la mention "sous l'autre sexe", que nous appelons également à rejeter.

La mention proposée empiète inutilement sur nos futurs débats à propos de l'introduction d'un troisième genre. En effet, sachant que le Conseil fédéral s'est engagé à revenir rapidement avec un rapport sur cette question et qu'à ce stade seuls deux genres existent légalement, cet ajout n'a aucune utilité et mérite dès lors d'être rejeté.

Par ailleurs, les Verts soutiendront bien sûr les deux propositions des minorités I (Brenzikofer) et Walder, que je vais vous présenter juste après.

Nous devons, ces prochaines années, revenir sur cette thématique en interrogeant nos lois et institutions, afin d'apporter protection et reconnaissance à chacune et chacun, quels que soient son sexe et son identité de genre. Nous devons renforcer la protection des enfants intersexes, interroger la place de la binarité dans notre société et ouvrir le débat quant à l'inscription éventuelle d'un autre genre à l'état civil.

Nous devons aussi mettre en place les outils légaux et institutionnels afin de lutter contre toutes les formes de discrimination que subissent encore trop souvent les personnes trans et intersexes.

En attendant de pouvoir traiter ensemble sereinement ces questions, les Verts vous appellent à soutenir leurs deux minorités I (Brenzikofer) et Walder, ainsi que le projet tel qu'issu des travaux de la Commission des affaires juridiques. Cela permettra d'apporter une réponse adaptée et pragmatique à une sollicitation légitime d'une partie de nos habitantes et habitants, contraints qu'ils sont à des procédures inutilement compliquées, longues et coûteuses, pour une démarche relevant de l'intime.

Je poursuis immédiatement en vous présentant la minorité que je vous sou mets ici et qui relève d'une volonté d'exactitude sémantique. Cette proposition, je le rappelle, avait été soumise au Conseil des Etats par Mme Mazzone et à la Commission des affaires juridiques de notre conseil par Mme Funicello.

En substance, il s'agit de corriger le titre marginal IV à l'article 30b du code civil en remplaçant "relativement au sexe" par "relativement à l'identité de genre". Car le terme "sexe", en français et en italien, désigne les attributs physiques d'une personne, ce qui peut amener à la confusion, y compris dans cet hémicycle, à entendre les propos de M. Nidegger, entre la physiologie – le changement de sexe étant effectivement lié à une transformation physiologique – et le changement de genre, qui résulte d'un processus identitaire. Si les deux sont souvent convergents, un processus non simultané ou même non lié doit également être considéré. Or, le sens de la modification du projet de loi est bel et bien de permettre aux personnes dont l'identité de genre ne correspond pas à celle à laquelle elles ont été assignées à la naissance en raison de leurs attributs physiques, soit leur sexe, de changer officiellement cette identité.

Contrairement à ce qu'affirme le Conseil fédéral, l'identité de genre est un concept défini et utilisé dans plusieurs règlements, conventions et textes de loi, tant au niveau international que national. Le concept d'identité de genre est ainsi présent dans la Convention d'Istanbul ainsi que dans plusieurs jurisprudences du Tribunal fédéral ou dans des textes de droit ou règlements cantonaux ou communaux. Par ailleurs, le Conseil de l'Europe, qui est notamment garant de la Convention européenne des droits de l'homme, propose une définition de la notion de genre: la nomenclature existante du registre d'état civil pourrait donc facilement être adaptée, au nom de l'exactitude sémantique.

Il est, pour la minorité de la commission, important d'utiliser la bonne terminologie, en particulier en français. Cela permettrait d'éviter la confusion entre transitions physiologique et identitaire. Cela permet aussi de reconnaître à nos concitoyennes et concitoyens leur droit à une identité et à une personnalité propres, pas forcément en lien avec leurs attributs sexuels physiques.

Au final, si je vous appelle à soutenir cette modification, c'est aussi pour affirmer notre compréhension de ces situations et notre volonté de dépasser la stigmatisation dont ces personnes sont victimes.



La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je passe la parole à Mme Brenzikofer pour développer sa proposition de minorité. Elle s'exprimera également pour le groupe des Verts.

AB 2020 N 1825 / BO 2020 N 1825

Brenzikofer Florence (G, BL): Die grüne Fraktion unterstützt, wie mein Vorredner Nicolas Walder ausgeführt hat, die Grundzüge dieser Vorlage. Menschen mit Transidentität und Menschen mit einer Variante der Geschlechtsentwicklung soll die Änderung ihres Geschlechts und ihres Vornamens im Personenstandsregister erleichtert werden. Damit diese Vorlage dem Selbstbestimmungsrecht der Gesuchstellenden Rechnung trägt, braucht es bei der aktuellen Vorlage aus Sicht der Grünen jedoch einige Verbesserungen.

Minderheitsanträge, welche das Verfahren verkomplizieren und erschweren, lehnt die grüne Fraktion ab. Dies ist beispielsweise der Fall beim Minderheitsantrag Bregy zu Artikel 30b Absatz 4. Denn bereits heute stellen alle urteilsfähigen Personen, auch Minderjährige, diese Gesuche selbstständig, ohne Zutun der gesetzlichen Vertretung. Das vom Bundesrat beantragte Zustimmungserfordernis in Absatz 4 brächte also eine Verschlechterung zuungunsten von urteilsfähigen Minderjährigen und von Personen unter umfassender Beistandschaft. Dies erhöht das Risiko von innerfamiliären Konflikten, Mobbing und Suizid.

Auch den Antrag der Minderheit Nidegger zu Artikel 30 lehnt die grüne Fraktion ab, da diese Änderung die Hauptvorteile der nun vorliegenden Gesetzesrevision wieder zunichtemachen würde. Mit diesem Minderheitsantrag gäbe es weiterhin kantonale Unterschiede, die Kosten wären weiterhin hoch, und es gäbe lediglich eine Verschiebung der Bürokratie von den Gerichten zur Verwaltung. Die Gesuchstellung würde mit dieser Anpassung gegenüber der aktuellen Gesetzeslage kaum vereinfacht.

Wir bitten Sie jedoch, dem Antrag auf Anpassung der Marginalie in Artikel 30b zuzustimmen. Der Begriff "Geschlechtsidentität" wird auch in kommunalem, kantonalem und internationalem Recht sowie vom Bundesgericht verwendet und ist in diesem Zusammenhang der präzise Begriff. Herr Kollege Walder hat dies zu seinem Minderheitsantrag ausgeführt.

Zudem beantragt Ihnen die grüne Fraktion, bei Artikel 30b Absatz 1 der Minderheit I zu folgen. Diese beantragt, den Passus so anzupassen, dass das Ändern des Geschlechts im Personenstandsregister auch mit einem schriftlichen Verfahren möglich sein soll. Damit das Verfahren tatsächlich allen Transmenschen und Menschen mit Varianten der Geschlechtsentwicklung zugänglich ist, muss es explizit sowohl schriftlich als auch mündlich möglich sein; denn es ist für viele schwierig, persönlich vor einer staatlichen Behörde zu erscheinen und dort ihre Geschlechtsidentität zu rechtfertigen. Die Vorstellung, vor einer mit staatlicher Entscheidungsmacht über ihren Geschlechtseintrag ausgestatteten Person die eigene Geschlechtsidentität verteidigen zu müssen, ist für einige sehr belastend und beängstigend. Der im Entwurf vorgesehene Zwang zur Mündlichkeit kann somit einigen den Zugang zum Verfahren versperren.

Auch die weltweite Vereinigung der Fachpersonen zur Transgesundheit weist darauf hin, dass solche Anhörungen zu psychologischen, logistischen und finanziellen Hürden führen würden. Das persönliche Erscheinen vor dem Zivilstandsamt kann auch eine ganz praktische Hürde sein, wenn Menschen beispielsweise in ihrer Mobilität eingeschränkt sind. Nicht nur vor dem Hintergrund der Selbstbestimmung, sondern auch im Lichte der Behindertenrechtskonvention brächte die Möglichkeit eines schriftlichen Verfahrens grosse Vorteile. Entsprechend wurde die jetzige Fassung in der Vernehmlassung mehrfach moniert.

In der Praxis hören diverse Gerichte die Gesuchsteller nicht an, sondern erledigen die Verfahren schriftlich. Eine generalisierte Pflicht zum persönlichen Erscheinen vor dem Zivilstandsamt wäre demnach für viele betroffene Transmenschen eine Erschwerung gegenüber heute. Der Bundesrat argumentiert, dass das persönliche Erscheinen vor dem Zivilstandsamt wichtig sei, um die Urteilsfähigkeit dieser Person zu beurteilen. Wenn diese Prozedur vor dem Zivilstandsamt nicht eine Gesinnungsprüfung mit unangenehmen Fragen darstellen soll, dann ist es sowieso illusorisch, die Urteilsfähigkeit mit dem Verfahren auf dem Amt feststellen zu wollen.

Ziel des Gesetzes ist es, einen kleinen, aber wichtigen Schritt hin zu mehr Selbstbestimmung von Transmenschen zu machen und das Leben dieser Menschen zu vereinfachen. Besten Dank, wenn Sie den entsprechenden Anträgen wie ausgeführt folgen und auf diese Vorlage eintreten.

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Madame la présidente, Madame la conseillère fédérale, chères et chers collègues – das war Französisch. (*Heiterkeit*)

Gemäss Artikel 30b Absatz 1 des Entwurfes soll die betreffende Person erklären können, dass sie den Eintrag ändern lassen möchte. Mit der Minderheit II vertrete ich die Meinung, dass anstelle der genannten Formulierung gesagt werden sollte, dass die betreffende Person erklären kann, mit dem anderen Geschlecht eingetragene werden zu wollen. Denn es gibt ja nur zwei Geschlechter, also ist die natürliche Formulierung, dass man



sagt, man wolle mit dem anderen Geschlecht eingetragen werden.

Dass nun aber in Artikel 30b Absatz 1 nicht die Rede vom anderen Geschlecht ist, sondern davon, dass der Eintrag geändert werden soll, ist natürlich – da braucht man nicht allzu spitzfindig oder argwöhnisch zu sein – ein Vorbote der Diskussion darüber, ob es denn nebst Mann und Frau noch ein drittes Geschlecht gibt. Dies lehnen wir ab, und das möchten wir mit der beantragten Änderung klarstellen. Denn es ist klar, dass die Einführung eines dritten Geschlechts einerseits und die massive Erleichterung des Wechsels des Geschlechts andererseits – ich spreche von einer massiven Erleichterung und stelle mich persönlich nicht dagegen, dass eine gewisse Erleichterung des Geschlechtswechsels möglich sein soll –, dass also diese beiden Schritte, so wie jetzt vorgesehen, natürlich ein Weg hin zur Aufhebung des Geschlechts als Kategorie schlechthin sind.

Es ist unüberhörbar, dass das Metaziel der Gender-Ideologie die Aufhebung des Geschlechts als vermeintlich bloss soziale Konstruktion ist, die – so die These – den Frauen von den Männern oktroyiert worden ist. Das ist das Ziel dieser ganzen Bewegung; dessen sollte man sich schon bewusst sein. Dabei ist das Ziel dieser Ideologie, die auf die Aufhebung von Geschlecht als Kategorie abzielt, nicht etwa die Gleichberechtigung der Geschlechter, denn die Gleichberechtigung der Geschlechter impliziert, dass es unterschiedliche Geschlechter gibt und dass diese eben unterschiedlich sind. Nur deshalb muss die Rechtsordnung sie mit dem Imperativ der Gleichbehandlung überhaupt belegen, denn wenn es nicht unterschiedliche Geschlechter gäbe, bräuhete es kein rechtsnormatives Postulat der Gleichberechtigung.

Dieser Kampf um die Aufhebung von Geschlecht wiederum ist seinerseits nicht einfach ein philosophisches Projekt, sondern – da bin ich mir persönlich ziemlich sicher – das ist ein Kampf gegen den Archetypus des Mannes. Es tut mir leid, das den anwesenden Männern hier mitteilen zu müssen: Das ist ein Kampf gegen Mann und Männlichkeit als archetypische Eigenschaft. Man spricht von "toxischer Männlichkeit", aber in Wirklichkeit wird aus dieser Sicht "Mann" schlicht und einfach per se als toxisch angesehen.

So muss ich denn sagen: Eine massive Erleichterung der Änderung des Geschlechts ist ein Element in dieser Bewegung – dieser Bewegung, die ich ablehne, weil ich in der Zweiheit von Mann und Frau nichts Schlechtes sehe. Männer und Frauen sind unterschiedlich, sie haben ihre unterschiedlichen archetypischen guten und weniger guten Eigenschaften. Ich möchte mich nicht an einem gesellschaftlichen Projekt beteiligen, das auf Aufhebung dieser Differenz abzielt.

Das ist der Grund, weshalb wir uns gegen die massive – ich betone es: massive – Erleichterung der Änderung des Geschlechts wehren, die darin besteht, dass man schlicht und einfach durch simple Erklärung gegenüber einem Beamten sagen kann: "Ab heute bin ich nicht mehr ein Mann, sondern eine Frau." Wir hätten nichts dagegen, wenn die Erleichterung darin bestünde, dass man beispielsweise ärztlich oder psychologisch begleitet in einem Prozess zu diesem Schluss kommt; da hätte ich persönlich gar nichts einzuwenden. Mit dem konkreten Antrag der Minderheit II wollen wir einfach sicherstellen, dass hier nicht die Tür hin zum dritten

AB 2020 N 1826 / BO 2020 N 1826

Geschlecht geöffnet wird, denn es gibt zwei Geschlechter: Mann und Frau.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je passe la parole à M. Bregy, pour qu'il développe sa proposition de minorité et s'exprime au nom du groupe du centre.

Bregy Philipp Matthias (M-CEB, VS): Parlo per il gruppo di centro e la mia minoranza. Nessuno cambia il sesso senza motivi.

Nagin mida la schlattaina simplamain uschia. Quest patratg fundamental furma la basa da questa lescha. Il Cussegl dals chantuns renconuscha quest princip e nossa cumissiun suonda questa opiniun. Per la fracziun dal center PCD-PEV-PPD datti anc dumondas avertas davart l'implementaziun. Tuttina suonda ella da princip l'opiniun dal Cussegl dals chantuns e da la Cumissiun per dumondas da dretg dal Cussegl naziunal.

Personne ne change de sexe sans raison. Les experts qui ont été entendus par les conseillers aux Etats et l'administration nous l'ont assuré et la commission en était convaincue. Aujourd'hui, je ne suis pas sûr que nous ayons raison. Pourquoi? Nous avons seulement parlé des personnes qui ont un vrai besoin de changer de sexe. Mais nous n'avons pas parlé des gens qui voulaient abuser de cette loi.

Niemand wechselt sein Geschlecht ohne Grund. In der Zukunft könnte dies durchaus anders sein. Die vorliegende Vorlage ist zwar wichtig, das anerkennt auch die Mitte-Fraktion CVP-EVP-BDP. Aber – darüber wurde bis jetzt vielleicht zu wenig gesprochen – sie bietet auch Missbrauchspotenzial; selbstverständlich nicht bei jenen Menschen, für die wir dieses Gesetz machen, aber bei allen anderen, die davon profitieren können. Zu glauben, niemand wechsele sein Geschlecht einfach so, war und ist wohl ein bisschen zu naiv, zumal die beantragte Änderung im Personenstandsregister zukünftig weder im Zusammenhang mit einer hormonellen



Therapie noch mit einem chirurgischen Eingriff stehen muss. Oder anders formuliert: Das vorliegende Gesetz stellt für Menschen, die sich im falschen Geschlecht geboren fühlen, eine wichtige und richtige Erleichterung dar – restlos zu Ende gedacht ist es aber nicht, besonders dann, wenn es zu Missbräuchen kommt.

Pour la commission et aussi pour le groupe du centre PDC-PEV-PBD, la priorité est claire: nous voulons aider les personnes qui ont un vrai besoin, ce qui est le résultat du projet que nous discutons aujourd'hui. Pour cette raison, nous sommes prêts à entrer en matière. Mais des questions restent ouvertes. Sinon, nous oublions une grande partie de la loi.

Nun, wir sind jetzt dort, wo wir eben sind in dieser Debatte. Priorität muss haben, dass wir für die leidgeprüften Menschen eine Lösung finden. Daran arbeiten wir. Gleichwohl muss in einem zweiten Umgang das Missbrauchspotenzial noch einmal ausgelotet werden. Ich wiederhole es gerne nochmals: Ich rede hier nicht von jenen Menschen, die wirklich betroffen sind, sondern von jenen, die sich betroffen machen werden, aus welchen Gründen auch immer. Denn eines dürfen wir nicht vergessen: Die Änderung erfolgt auf eine einfache Art und Weise, mündlich und unbegründet auf dem Zivilstandsamt.

Zu den Minderheiten erlaube ich mir ausschliesslich in deutscher Sprache zu sprechen. Vorab erlaube ich mir aber, auch noch einen Satz in der fünften Landessprache zu äussern, nämlich in Walliserdeutsch: Wes um d Chind geit, lää wer nid mit isch la dorfu, hie brüechts die Züestimmig va de Eltru.

Bei den Minderheiten ist für uns ganz klar die Minderheit zentral, bei der es um die Zustimmung der Eltern geht. Die Mitte-Fraktion CVP-EVP-BDP ist klar der Meinung, dass diese Zustimmung zwingend notwendig ist. Es kann nicht sein, dass Zwölf-, Vierzehn- oder Sechzehnjährige ohne die Zustimmung der Eltern einfach eine Änderung des Geschlechts beim Zivilstandsbeamten beantragen können.

Wir haben übrigens in ähnlichen Bereichen der Gesetze ähnliche Regelungen, bei denen ebenfalls die Zustimmung der Eltern notwendig ist. Übrigens ist der Hinweis, dass man eine Hormontherapie ohne die Zustimmung der Eltern machen kann, in diesem Zusammenhang in zweifacher Hinsicht falsch. Erstens: Wer eine Hormontherapie oder sogar einen chirurgischen Eingriff macht, ist bereits psychologisch und medizinisch eng betreut. Er läuft also nicht einfach auf ein Zivilstandsamt und meldet eine Änderung seines Geschlechts an. Zweitens: Es stellt sich die Frage, ob diese Regelung im Bereich der Hormontherapie richtig ist und man nicht auch in diesem Bereich bei den Minderjährigen eine Zustimmung der Eltern fordern sollte.

Die Mitte-Fraktion CVP-EVP-BDP hat durchaus Verständnis für die einfache Regelung, wie wir sie hier nun vorgeschlagen haben. Sie möchte aber, dass man im Bereich der Minderjährigen zusätzlich für Sicherheiten sorgt. Was die anderen Minderheiten betrifft, so ist für uns klar, dass wir am Begriff des Geschlechts festhalten wollen und diesen nicht durch den Begriff der Geschlechtsidentität ersetzen möchten. Zudem: Ob toxisch oder nicht toxisch – für uns ist entscheidend, dass wir dem Minderheitsantrag II (Vogt) zustimmen. Es gibt zwei Geschlechter. Wenn ich eines habe, dann wechsle ich eben in das andere. Ich habe heute hier gehört, dass es auch ohne die Minderheit II (Vogt) nicht möglich sein sollte, dass man von einem dritten Geschlecht spricht. Mit diesem Minderheitsantrag Vogt haben wir aber Klarheit. Darum bitte ich Sie, dieser Minderheit ebenfalls zu folgen.

Was wir nicht möchten, ist, dass man diese Änderung auch schriftlich beantragen kann. Wir wollen, dass jemand, der eine solche Änderung wünscht, aufs Zivilstandsamt gehen muss, sich physisch präsentieren muss und dort mündlich, vis-à-vis dem Zivilstandsbeamten, seinen Willen kundtut. Damit schränken wir weiteres Missbrauchspotenzial ein.

Es wird heute gesagt, dieser Gang sei schwierig. Mir ist klar: Wer im falschen Geschlecht geboren ist, für den ist der gesamte Prozess schwierig. Gleichwohl müssen wir auch von diesen Menschen erwarten können, dass sie diesen Schritt machen. Gleichzeitig verhindern wir, dass andere, die dieses Gesetz allenfalls missbrauchen könnten, diesen Missbrauch noch erleichtert vornehmen können.

Wir haben uns für ein einfaches Gesetz entschieden. Aber wir müssen gewisse Schranken einführen. Eine ist die mündliche und persönliche Gesuchstellung vor dem Zivilstandsbeamten. Die andere ist, dass es bei Minderjährigen der Zustimmung der Eltern bedarf. Alles andere wäre aus der Sicht der Mitte-Fraktion CVP-EVP-BDP inkonsequent.

Marti Min Li (S, ZH): Geschätzter Kollege Bregy, Sie haben jetzt mehrfach von Missbrauchspotenzial gesprochen, das Sie mit dieser Änderung befürchten. Können Sie mir sagen, woher Sie Hinweise haben, dass es zu Missbrauchsfällen kommen könnte?

Bregy Philipp Matthias (M-CEB, VS): Ja, sehr geehrte Frau Kollegin Marti, das zeigt eigentlich schon das Leben. Wir sind bei den ganzen Beratungen davon ausgegangen, dass dieses Gesetz nur für Leute zutreffend ist, die wirklich im falschen Körper geboren worden sind. Dieses Gesetz ist aber nicht so formuliert. Dieses



Gesetz steht allen frei: Jeder kann auf ein Zivilstandsamt gehen und sein Geschlecht ändern lassen, mit allen rechtlichen Konsequenzen, die das beinhaltet. Genau diesen Punkt – genau diesen Punkt! – müssen wir regeln, damit eben nicht Missbrauch getrieben wird, sondern nur jene Leute davon Gebrauch machen, die wirklich, und da teile ich Ihre Auffassung, schwerwiegend davon betroffen sind.

Schwander Pirmin (V, SZ): Namens der SVP-Fraktion bitte ich Sie, dem Minderheitsantrag Nidegger auf Nicht-eintreten zuzustimmen. Ebenso bitte ich Sie, den Minderheiten Nidegger zu folgen, wenn es um die Detailberatung geht. Warum?

Sich im eigenen Körper wohlfühlen, ist generell nicht immer leicht. Das habe ich heute Morgen nach dem Parlamentarierlauf selbst feststellen müssen.

Es geht um die Frage, ob diese schlanke Revision das Problem, das wir bzw. die Minderheiten in unserer Gesellschaft tatsächlich haben, wirklich löst. Wir sind überzeugt, dass wir eine Lösung präsentieren, die nur eine Lösung für ein

AB 2020 N 1827 / BO 2020 N 1827

paar wenige der wenigen ist, die von diesen Fragen betroffen sind.

Wir wissen ja, dass das innerliche Zerwürfnis schon im Mutterleib beginnt, spätestens aber dann, wenn die Geschlechtshormone die Gehirnstrukturen zu prägen beginnen – und das hört ja ein Leben lang nicht mehr auf. Jetzt stellt sich die Frage: Wie machen wir das in einem Personenstandsregister, können wir diese Problematik, die einen im Leben ständig begleitet, dort überhaupt abbilden?

Der Gesetzgeber muss unseres Erachtens objektive Kriterien anwenden können, um einem Register gerecht zu werden. Diese Vorlage geht von innerlichen Überzeugungen aus, und die Diskussion hat es ja gezeigt: Wo hören wir auf? Wir hören offenbar bei Mann und Frau auf, d. h., man kann einfach das eine oder das andere wählen. Aber eben, die Diskussion ist damit nicht beendet.

Bei den Geschlechtsidentitäten wissen wir auch aus der Psychologie und der Medizin, dass die Übergänge fließend sind, und es gibt Menschen, die sich keinem Geschlecht zugehörig fühlen. Was machen wir dann? Das, was wir hier vor uns haben, ist einfach wieder einmal mehr ein Beispiel dafür, wie wir etwas punktuell lösen, um sagen zu können, ja, wir hätten eine Lösung gefunden und könnten nun wieder zur Tagesordnung übergehen. Für die nach wie vor vielen Betroffenen ist auch diese Lösung keine Lösung. Wenn wir hinstehen und sagen, wir erarbeiten eine Lösung, dann müssen wir uns aber auch eingehender mit dem Thema auseinandersetzen – medizinisch, psychologisch usw. –, uns fragen, wo wir Schranken einbauen wollen, wo wir diese innerliche Überzeugung allenfalls objektivieren können. Das sind grosse Diskussionen, die wir führen müssen, und wir stellen einfach fest, dass die aktuelle Lösung, so wie sie uns vorliegt, nichts bringt.

Und jetzt ist von meinem Vorredner gesagt worden, es brauche Schranken, die Minderjährigen müssten eine Zustimmung holen. Ist das jetzt eine innerliche Überzeugung? Wie sollen die Vertreter – der Vater, die Mutter – die innerliche Überzeugung überprüfen, wenn der Sohn oder die Tochter in der Pubertät ist? Das können Sie vergessen! Das können Sie aus medizinischer und psychologischer Sicht einfach vergessen. Diese Zerwürfnisse in der Pubertät: Ich denke, die haben Sie so gut wie ich erlebt. All diese Fragen sind hier nicht abgebildet.

Aus Sicht der SVP sollten wir, wenn wir schon diskutieren, über die Breite diskutieren und nicht punktuell. Ich persönlich bin bereit, in der Kommission für Rechtsfragen auch diese Diskussionen zu führen, aber nicht so. Wir dürfen nicht den betroffenen Leuten sagen: Ja, wir haben jetzt eine Lösung. Für ein paar wenige von diesen Leuten haben wir eine Lösung, für die anderen nicht.

Ich bitte Sie namens der SVP-Fraktion, auf die Vorlage nicht einzutreten.

Funciello Tamara (S, BE): Der Zweck der Vorlage ist es, eine explizite gesetzliche Grundlage zu schaffen, damit trans- und intergeschlechtliche Menschen ihren Geschlechtseintrag einfach mittels Erklärung vor dem Zivilstandsamt anpassen können. Damit würde das Verfahren kostengünstiger – 75 statt 1000 Franken –, schweizweit einheitlicher und schneller werden, und vor allem würde es auf Selbstbestimmung basieren. Es handelt sich nicht um die Einführung von neuen Rechten, sondern um eine Vereinfachung des Lebens von inter- und transgeschlechtlichen Menschen. Es ist eine Vereinfachung, die dringend nötig ist, vor allem, wenn wir uns vor Augen führen, dass die Suizidrate von Transjugendlichen vierzigmal höher ist als jene von Cisjugendlichen. Wir haben eine Verantwortung, hier etwas zu unternehmen, damit sich das ändert, und das können wir mit diesem Gesetz tun. Denn dieses Gesetz ist ein wichtiger Schritt, um das Verfahren der Transition zu vereinfachen. Wir ermöglichen damit Menschen etwas, das für uns seit Geburt selbstverständlich ist: dass ihre Geschlechtsangaben stimmen.



Ich bitte Sie daher im Namen der SP-Fraktion, auf das Geschäft einzutreten und die Minderheit Nidegger abzulehnen. Zudem bitte ich Sie inständig, den Minderheitsantrag Bregy zu Artikel 30b Absatz 4 abzulehnen; dies, weil, was gut tönt, für die betroffenen Menschen nicht unbedingt gut ist.

Ich verstehe den Impuls, zu sagen, es könne doch nicht sein, dass Jugendliche ihr Geschlecht anpassen könnten, ohne dass die Eltern zustimmen würden, absolut. Würde ich nicht zahlreiche Transmenschen kennen, hätte ich womöglich den gleichen Impuls. Doch unser Ziel ist es – da sind wir uns, glaube ich, wirklich alle einig –, das Leben dieser Menschen zu vereinfachen. Wir vereinfachen es nicht, wenn wir neue Hürden schaffen, Hürden, die es heute übrigens nicht gibt. Urteilsfähige Minderjährige können heute die Anpassung ihres Geschlechtseintrags und ihres Namens ohne Zustimmung der Eltern fordern – genauso, wie sie heute ohne Zustimmung der Eltern eine hormonelle Behandlung beginnen und, wenn gewünscht, Operationen vornehmen lassen können.

Das ist das Persönlichkeitsrecht, wie es das ZGB regelt und wie es sich bewährt hat. Selbst die Verwaltung konnte uns kein konkret aufgetauchtes Problem damit nennen. Es ist richtig, dass Jugendliche das selbst entscheiden können. Wieso das richtig ist? Weil es anders einfach nicht praxistauglich ist. Um das zu verstehen, müssen wir vom konkreten Fall ausgehen.

Man muss verstehen, dass ein Mensch, der sich entschieden hat, sein Geschlecht in seinem amtlichen Ausweis anzupassen, dies nicht am Anfang einer Transition tut, sondern am Schluss dieses Prozesses. Diese Menschen, diese Jugendlichen, die nennen sich bereits anders, sie kleiden sich anders, sie verhalten sich anders. Sie heissen nicht mehr Paul, sondern sie nennen sich, seit sie sechs, neun oder vierzehn sind, Anna, und sie kleiden sich auch, wie sich eine Anna kleidet, und nicht, wie ein Paul sich kleidet, und sie werden auch von anderen "Anna" genannt. Aber jedes Mal, wenn sie das Abo zeigen müssen im Bus, werden sie geoutet, weil der Kontrolleur im Bus zu Recht sagt: "Das ist nicht dein Abo", denn auf diesem Ausweis steht "Paul", und es hat ein grosses M drauf, und ein Paul sieht einfach nicht wie eine Anna aus. Das ist belastend, weil Anna dem Kontrolleur im Bus dann erklären muss, dass sie trans- oder intergeschlechtlich ist und dass sie Hormone nimmt. Dann kann Anna nur hoffen, dass der Kontrolleur das glaubt. Stellen Sie sich vor, Sie müssten mit einem Kontrolleur im Bus über Ihr Geschlechtsteil reden! Das ist doch einfach absurd! Es ist aber Realität für Transmenschen und intergeschlechtliche Menschen in der Schweiz.

Wenn die Eltern Anna unterstützen, dann ist es egal, ob in diesem Gesetz steht, dass Anna die elterliche Einwilligung braucht. Wenn die Eltern Anna aber nicht unterstützen, dann macht das eben den Unterschied. Ich bitte Sie wirklich, die Konflikte in der Familie nicht zusätzlich zuzuspitzen, denn darunter leiden vor allem die Jugendlichen.

Ich bitte Sie auch, den Expertinnen und Experten zu folgen, die uns inständig bitten, die elterliche Einwilligung abzulehnen.

Schneider Schüttel Ursula (S, FR): Vous avez réalisé qu'on mène un débat d'un seul bloc pour tous les sujets. Je vais encore défendre quelques propositions de minorité et donner la position du groupe socialiste.

Nous traitons un sujet délicat ce matin. Il touche à une souffrance personnelle importante: l'identité de genre et la démarche de changement de sexe dans le registre de l'état civil. Nous préférons pourtant désigner le titre marginal IV "Relativement à l'identité de genre", comme le demande la minorité Walder que nous soutenons.

Der Bundesrat bezweckt mit dieser begrüßenswerten Gesetzesvorlage, dass die bürokratischen Hürden zur Änderung des Geschlechts herabgesetzt werden. Das gewählte Modell geht von der Selbstbestimmung der betroffenen Menschen aus. Ich äussere mich hier namentlich zum zentralen Punkt, wie hoch oder wie niedrig die Schwelle zur Änderung des Geschlechtseintrags sein soll.

Wir wollen den betroffenen Menschen das Leben nicht noch schwerer machen. Deshalb unterstützen wir die Minderheit I (Brenzikofer), die fordert, dass die Änderung des Eintrags nicht nur mündlich, sondern auch schriftlich gegenüber der Zivilstandsbehörde erklärt werden kann. Man muss

AB 2020 N 1828 / BO 2020 N 1828

sich vorstellen, dass sich Menschen, die sich nicht mit dem ihnen zugeordneten Geschlecht identifizieren können, in einer sehr schwierigen Situation befinden. Die Suizidrate unter Transjugendlichen ist vierzigmal – Sie haben richtig gehört: vierzigmal! – höher als bei den sogenannten Cisjugendlichen. Einen deutlicheren Hinweis auf die Leidenssituation dieser Jugendlichen können Sie nicht haben.

Deshalb ist es elementar, ob ein solcher Eintrag auf dem für die Betroffenen einfacheren schriftlichen Weg beantragt werden kann oder ob sie persönlich erscheinen und ihr Begehren mündlich deponieren und argumentieren müssen. Es kann eine sehr grosse psychische Belastung für die Betroffenen sein, wenn sie vor einer Behörde – oder eben auch im Bus, wie Sie es vorhin gehört haben – die eigene Geschlechtsidentität



verteidigen müssen. Frau Brenzikofer hat auch darauf hingewiesen, dass der schriftliche Weg der einfachere Weg für Menschen mit Behinderungen sein kann. Auch dies gilt es unserer Ansicht nach zu berücksichtigen. Ein einfacher schriftlicher Antrag könne zu Missbrauch führen, wurde gesagt. Das überzeugt uns überhaupt nicht. Bereits in der Kommission wurde bestätigt, dass den Behörden bisher keine missbräuchlichen Geschlechtsänderungsanträge bekannt sind. Auch aus Staaten, die ein Verfahren vorsehen, das auf dem Prinzip der Selbstbestimmung beruht, sind keine Missbräuche bekannt. Wer eine Geschlechtsänderung beabsichtigt, ändert damit sein oder ihr Leben und damit einen wesentlichen Teil der Identität. Ich glaube nicht, dass jemand ein Interesse daran hätte, einfach mal nur so zum Spass oder zum Ausprobieren eine solche Änderung zu beantragen.

Erlauben Sie mir noch zwei, drei Worte zur Frage der Zustimmung der Eltern. Die Mehrheit Ihrer Kommission schlägt Ihnen vor, auf diese Zustimmung zu verzichten. Ich möchte vor allem noch auf die heutige Situation hinweisen. Diese ist an sich so, dass urteilsfähige Jugendliche die Änderung des Geschlechtseintrags selbstständig vor Gericht beantragen können, ohne Zustimmung der Eltern. Wenn Sie jetzt die Zustimmung verlangen, erhöhen Sie die Hürde.

Noch eine Bemerkung zum Walliser Herrn Bregy: Wenn die Walliser auf dieser Zustimmung beharren, dann vielleicht mit der Idee, doch nicht immer allzu fest daran festhalten zu wollen. Aber erlauben Sie doch auch den "Üsserschwizern", dass sie auf diese Zustimmung verzichten können!

Ich bitte Sie also, den Minderheiten Walder und Brenzikofer zuzustimmen und im Übrigen bei der Mehrheit zu bleiben.

Wenn Sie bezüglich der Zustimmung der Eltern nicht mit der Mehrheit stimmen und nicht auf sie verzichten wollen, bitte ich Sie, sich zumindest zu enthalten, damit die Frage im Ständerat nochmals vertieft diskutiert werden kann.

Eymann Christoph (RL, BS): Le groupe libéral-radical vous prie d'entrer en matière et de suivre la majorité de la commission, avec une exception que je vais vous expliquer.

Der Bundesrat legt uns ein gutes Gesetz vor. Ein gesellschaftliches Phänomen, das es schon immer gab, das aber enttabuisiert wurde, muss jetzt auch rechtlich einer Lösung zugeführt werden. Der Bundesrat zeigt auf, wie das gehen kann. Er hat das relativ rasch gemacht. Dafür möchte ich auch danken.

Als Politikerinnen und Politiker haben wir den Auftrag, dafür zu sorgen, dass es den Leuten wohl ist. Das gelingt uns nicht immer und nicht immer für alle. Wir haben es hier aber mit einer Gruppe zu tun, die meistens unter einem grossen Leidensdruck steht. Deshalb müssen wir praktikable, einfache, aber auch sichere Lösungen anbieten. Auf diesem Weg sind wir nach Meinung unserer Fraktion.

Zu den Details im Gesetz: Ich bitte Sie, den Titel in Bezug auf das Geschlecht zu belassen. Wir sollten das allenfalls der Redaktionskommission überlassen; denn die Begriffe müssen ja übereinstimmen und auch mit anderen, bereits bestehenden Erlassen koordiniert sein. Diese Begrifflichkeit im Titel ist ja auch keine Res magna. Ich glaube, wir können da eine Lösung finden.

Dann sind wir dezidiert der Meinung, dass ein persönliches Erscheinen vor den zuständigen Behörden notwendig ist. Es geht um eine sehr ernsthafte Angelegenheit. Ich erinnere Sie daran, dass man auch beim Beantragen eines Reisepasses persönlich erscheinen muss. Ich sehe das in einer ähnlichen Dimension; die Änderung des Geschlechts im Personenstandsregister lediglich mit einem Brief oder mit einer Mail zu erledigen, finden wir den falschen Ansatz. Ich glaube, man sollte das persönliche Erscheinen beibehalten.

Wir haben bei Artikel 30b Absatz 4 eine Mehrheit der Fraktion, die den Antrag der Minderheit Bregy unterstützt, aus dem Grund, dass es dem Courant normal entspricht, dass man bei Minderjährigen eben die Zustimmung der gesetzlichen Vertreter haben muss. Eine Minderheit ist sich aber bewusst, dass es ganz grosse Probleme geben kann, wenn eben diese Zustimmung der gesetzlichen Vertreter, der Eltern nicht da ist. Es ist ja auch mehrfach erwähnt worden, dass dies zu dramatischen Situationen führen kann. Ich glaube, wir können diese vermeiden; das ist die Meinung der Minderheit bei uns.

Ich bitte Sie, auf diesen Gesetzentwurf einzutreten und unseren Empfehlungen zu folgen.

Flach Beat (GL, AG): Dans une société qui ne connaît que le noir et le blanc, il est difficile d'être nuancé.

Wir haben in unserer Gesellschaft, die nur Schwarz und Weiss kennt, Schwierigkeiten, wenn jemand regenbogenfarbig daherkommt. Wir können diese Personen schwer einordnen. Für die Personen selber ist es noch viel, viel schwieriger. Als moderne, aufgeschlossene Gesellschaft, die auf Solidarität, auf Mitgefühl und auf Freiheit und Liberalismus setzt, braucht es hier ein Öffnen der Gesellschaft, ein Öffnen unseres Geistes und letztlich auch das Öffnen der Gesetze für diese Personen.

Die Grünliberalen bitten Sie, auf dieses Gesetz einzutreten und die Hürden für Menschen, die im falschen



Körper stecken und die ihr Geschlecht im Personenstandsregister ändern lassen möchten, zu senken. Heute ist das ein Hürdenlauf, es ist ein Spiessrutenlauf; es ist für diese Menschen, die davon betroffen sind, vielleicht nicht im richtigen Körper geboren zu sein, wirklich ein ganz schwerer Weg. Sie haben es gehört: Das hat Auswirkungen nicht nur auf die psychische Gesundheit, sondern es ist leider auch so, dass es unter diesen Menschen einen erhöhten Anteil an Personen gibt, die einen Selbstmord versuchen oder auch durchführen. Mit Liberalisierung wird leider bei uns häufig auch sofort der Missbrauch in Verbindung gebracht. Wenn man also irgendwo bei einem Gesetz eine Öffnung vornimmt, kommen gleich verschiedenste Vertreter und sagen, das könne auch missbraucht werden. Das ist sicher etwas, das man betrachten und anschauen muss. Doch gerade in diesem Fall ist es ja so, dass wir erstens einmal keine Kenntnis davon haben, dass irgendjemand das missbräuchlich machen würde oder gemacht hätte. Sondern wir wissen, dass diese Menschen, die diesen schweren Schritt gegangen sind, das getan haben, weil sie irgendwann zur entsprechenden Überzeugung gelangt sind. Diesen langen Weg haben sie vielleicht sehr früh gemacht, ganz alleine, mit Freunden, mit den Eltern, mit Psychologen, mit Beratung. Den Schritt selber, den muss man nachher eben selbst machen. Insbesondere für diese jungen Leute, um die es hier geht, sollten wir diese Möglichkeit auch schaffen. Da wir hier in einem einzigen Block sprechen, äussere ich mich jetzt auch gleich zu den Minderheiten. Ich habe es schon gesagt: Bitte lehnen Sie den Minderheitsantrag Nidegger auf Nichteintreten ab, treten Sie ein, und schaffen Sie diese Liberalisierung. Ich komme zur Minderheit I (Brenzikofer) und zur Minderheit II (Vogt). Herr Vogt hat ausgeführt, dass alle Bestrebungen, die Geschlechtsbezeichnungen für mehr als nur zwei Geschlechter zu öffnen, mit der Bekämpfung der Männlichkeit zusammenhängen würden. Ich kann das überhaupt nicht nachvollziehen. Wir leben in einer Gesellschaft, die natürlich patriarchalisch geprägt ist. Das ist tatsächlich so, wir kommen aus dieser Gesellschaft. An vielen Orten der Welt ist diese Prägung noch viel stärker. Doch wir sind eine

AB 2020 N 1829 / BO 2020 N 1829

liberale Gesellschaft und haben uns schon längst auf die Fahne geschrieben, dass wir für Gleichstellung eintreten.

Wenn man dann auch noch ein bisschen schaut, wie die Natur halt funktioniert, dann komme ich wieder zu meinem Eingangssatz zurück, wonach eben nicht alles schwarz-weiss ist, sondern dass es vielleicht halt auch Grau oder Regenbogenfarben gibt. Die Natur ist in Gottes Namen einfach nicht immer absolut eindeutig, darum gibt es eben auch diese Unterschiede. Vielleicht wäre es eben doch klüger, wenn wir hingehen und sagen würden, wir würden die Geschlechtlichkeit überall dort im Gesetz abschaffen, wo es biologisch nicht notwendig wäre. Es ist klar, dass ein Mann kein Kind bekommen kann, aber ansonsten könnte man das alles machen. Dass man da jetzt so streng sein will, macht doch nichts; man verliert übrigens auch nichts.

Dann komme ich noch zur Minderheit Bregy: Diesen Antrag lehnen wir ab. Heute ist es so, dass ein urteilsfähiger Minderjähriger bzw. eine urteilsfähige Minderjährige diesen Weg der Geschlechtsumwandlung auch ohne die Eltern gehen kann. Das ist auch richtig so – oder möchten Sie, dass Ihre Tochter oder die Mädchen aus anderen Familien mit fünfzehn Jahren ihre Eltern fragen müssen, ob sie die Pille nehmen dürfen? Sie sollen selber zum Arzt gehen können, ohne die Eltern fragen zu müssen. Sie wissen, das ist in verschiedenen Familien teilweise immer noch schwierig. Wir haben diese Liberalisierung, wir haben auch diese Menschenrechte, die Kinderrechte, und diese sollten wir hier hochhalten.

Es ist ja auch nicht so, dass damit irgendjemand irgendetwas verliert. Wir schaffen nichts ab, woran jemand hängt. Wir könnten hier auf diesem Wege ganz einfach auch das weiterführen, was wir sowieso schon sagen: eigenverantwortlich, liberal. Diesen Schritt macht – wie gesagt – niemand einfach so, quasi aus einer Tageslust heraus oder so ähnlich. Das ist vielmehr ein langer Prozess.

Wir bitten Sie hier, die Minderheit Bregy abzulehnen und beim Entwurf des Bundesrates und beim Beschluss des Ständerates zu bleiben. Wir sind auch der Meinung, dass es hier möglich sein sollte, die Änderung des Geschlechts zu vereinfachen. Wie gesagt, was dagegen vorgebracht wird, ist dann irgendwie der Schutz der Menschen vor sich selbst. Wenn diese jungen Menschen aber so weit gegangen sind, dann brauchen sie keinen Schutz mehr vor sich selbst. Dann können sie das auch selber entscheiden – und sollen es auch selber entscheiden.

Dann letztlich noch eine Frage: Und wenn es tatsächlich so ist, dass jemand mit 16 oder so sein Geschlecht ändert und mit 22 merkt: "Oh, das war es doch nicht ganz, ich bin da irgendwie doch nicht ganz auf dieser Seite", weil wir halt eben bloss diese zwei Möglichkeiten haben? Das gibt es einfach, und in einer liberalen Gesellschaft sollte es möglich sein, halt auch etwas unbestimmter in diesen Fragen zu sein, das gibt es halt in der Natur. Wer verliert etwas, wenn man das Geschlecht wieder wechselt? Eigentlich niemand. Wenn Sie das Gefühl haben, das könnte irgendwie missbraucht werden oder was weiss ich, das würde zu Unklarheiten



führen oder was weiss ich, zur Zerreissung der Gesellschaft, ja, dann könnte man einfach einmal hingehen und all diese alten Zöpfe abschneiden.

Man könnte sich fragen: Wo könnte es denn sein, dass es Ungerechtigkeiten gegenüber einem anderen Geschlecht gibt? Beim Militärdienst? Ja also, dann führen wir doch den Bürgerdienst für alle ein! Alle machen etwas für den Staat. Wir führen die Individualbesteuerung ein. Es gibt dann keine Unterschiede mehr. Wir führen eine Elternzeit ein, wir kämpfen endlich für Lohngleichheit, und wir schaffen vielleicht einfach in den Gesetzen überall dort, wo es keine biologische Anknüpfung an eine Mutterschaft oder so etwas gibt, die Geschlechterdifferenzierung ab und sagen einfach: Es ist ein Mensch, der ist urteilsfähig, der kann für sein Leben selber entscheiden, kann selber entscheiden, was und wie er sein möchte. Er ist ein Teil unserer Gesellschaft, und wir als liberale Gesellschaft schützen ihn auch in seiner Entscheidung und stützen ihn.

Ich bitte Sie deshalb, unseren Anträgen zu folgen.

Binder-Keller Marianne (M-CEB, AG): Sehr geehrter Herr Kollege Flach, ich habe eine Frage: Die Minderheit Bregy möchte ja, dass die Eltern eine gewisse Mitbestimmung bei einem solchen Entscheid haben. Sie wollen diese Mitbestimmung nicht. Jetzt meine Frage: Wollen Sie generell die Eltern entmündigen, auch bei allen anderen Entscheiden? Wieso dürfen sie gerade hier nichts sagen? Ansonsten haben sie ja die Verantwortung, bis ihr Kind achtzehn Jahre alt ist.

Flach Beat (GL, AG): Besten Dank für diese Frage, Frau Binder. Nein, Sie liegen falsch: Es heisst nicht, es brauche eine gewisse Zustimmung, sondern es steht in Absatz 4 ganz klar, dass die Eltern zustimmen müssen. Das ist ein riesiger Unterschied. Es geht eben nicht um Mitsprache.

Es geht auf der anderen Seite aber auch nicht um die Entmündigung der Eltern. Sondern es stellt sich die Frage, ob eine urteilsfähige Person, die in ihrem Leben einen langen Weg gegangen ist, auf dem sie ständig gezwungen war, dieses Geschlecht zu haben, das damals nach drei Tagen im Zivilstandsbuch eingeschrieben werden musste, dieses eingetragene Geschlecht ändern kann, weil sie sich einfach in einem falschen Körper fühlt. Da geht es auch nicht darum, dass man sich im falschen Körper spürt oder fühlt oder nicht mit dem Körper zufrieden ist, weil man am Morgen joggen gegangen ist und nicht mehr mag. Sondern das ist etwas ganz anderes: Das ist eine tiefe, fundamentale, höchst persönliche Frage dieser Menschen. Wenn Sie mit ihnen reden und zuhören, welchen Weg sie gehen, und das noch vor dem Hintergrund anschauen, dass wahrscheinlich nicht alle Familien so liberal und so offen sind wie Sie, sondern dass es da noch ganz andere patriarchale und halt leider auch ein bisschen anders gesteuerte Familien gibt, stellen Sie fest, dass diese Menschen darunter leiden. Das spiegelt sich auch in der Zahl der Selbstmordversuche bei diesen Menschen. Darum glaube ich, dass niemand etwas verliert. Die Eltern werden auch nicht entmündigt, sondern wir geben jungen Menschen ein Recht.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Sie beraten heute über die Gesetzesvorlage zur Änderung des Geschlechtseintrags im Personenstandsregister. Darum geht es. Es geht um den Eintrag im Personenstandsregister. Es geht darum, dass Menschen mit Transidentität und Menschen mit einer Variante der Geschlechtsentwicklung das Leben erleichtert wird. Die Betroffenen sollen den Eintrag ihres Geschlechts im Personenstandsregister mittels Erklärung vor dem Zivilstandsamt ändern können.

Der Bundesrat schlägt Ihnen ein einfaches, rasches Verfahren vor, das auf dem Prinzip der Selbstbestimmung beruht. Die Vorlage ist technisch kurz und klar, Sie haben das gesehen: eine Bestimmung im ZGB, eine im Bundesgesetz über das Internationale Privatrecht. Es handelt sich um eine Entbürokratisierung, aber vor allem – ich betone das nochmals – um die Stärkung der Selbstbestimmung der betroffenen Menschen.

Die Reform soll zwei Personengruppen zugutekommen: Menschen mit Transidentität – man spricht hier auch von Transmenschen – oder eben Menschen mit einer Variante der Geschlechtsentwicklung. Die Reform drängt sich insbesondere aus historischen und politischen Gründen auf. Warum?

Transidentität galt bis in die Mitte des 20. Jahrhunderts, so schrecklich das heute klingen mag, als abartig und als sittlicher Verfall. Die Medizin war auf die Umstimmung transidenter Personen durch psychiatrische Behandlung, durch Psychotherapie oder sogar durch Zwangsmassnahmen fokussiert. Das ist heute natürlich nicht mehr so, und das ist gut so. Aber die Hürden für die Geschlechtsänderung bleiben hoch. Mit dem Erklärungsmodell möchte der Bundesrat nun einen Paradigmenwechsel im Schweizer Recht vollziehen und damit auch ein Kapitel sozialer Ausgrenzung abschliessen. Die Änderung des Geschlechtseintrags im Personenstandsregister soll künftig dem Grundsatz der Selbstbestimmung unterstehen. Die Reform tangiert eine relativ kleine Personengruppe. Für den Grossteil der Bevölkerung hat die Reform keine Auswirkungen und auch keine Nachteile.



AB 2020 N 1830 / BO 2020 N 1830

Bevor ich auf den Inhalt der Reform eingehe, schildere ich Ihnen kurz die rechtliche Situation heute. Die Idee einer Geschlechtsänderung ist im ZGB fremd. Die Voraussetzungen für die Änderungen des im Personenstandsregister eingetragenen Geschlechts werden gegenwärtig durch die Gerichte definiert. Eine entsprechende gesetzliche Grundlage fehlt. Vorbedingungen für eine Geschlechtsänderung, wie z. B. eine vorgängig vorzunehmende Scheidung oder Sterilisation, bestehen zwar schon heute nicht mehr. Es braucht heute aber in der Regel ein Gerichtsverfahren. Diese Verfahren sind uneinheitlich und werden als langwierig und teuer empfunden.

Gemäss dem Gesetzentwurf sollen Personen, die innerlich fest davon überzeugt sind, nicht dem eingetragenen Geschlecht zuzugehören, die Möglichkeit haben, den Eintrag unbürokratisch zu ändern. Gleichzeitig können sie einen neuen Vornamen eintragen lassen. Das soll durch eine Erklärung gegenüber der Zivilstandsbeamtin geschehen. Die Abgabe der Erklärung erfolgt nach den strengen Vorschriften der öffentlichen Beurkundung; persönliches Erscheinen vor der Zivilstandsbeamtin oder dem Zivilstandsbeamten ist Pflicht. Die Erklärung führt direkt zu einem Registereintrag, dem gemäss Artikel 9 ZGB Richtigkeitsgewähr zukommt.

Damit habe ich auch gesagt, dass der Bundesrat den Antrag der Minderheit I (Brenzikofer), die verlangt, dass ein schriftliches Erfordernis genügt, ablehnt.

Dieses Erklärungsverfahren ist Ausdruck von Selbstbestimmung. Es basiert auf der Annahme, dass Betroffene ohne vorgängige Fremdbeurteilung in der Lage sind, ihre eigene Geschlechtsidentität zu bestimmen; nicht der Staat bestimmt sie, auch nicht die kantonale Regierung, sondern die Person, die betroffen ist. Um Minderjährige vor leichtfertigen Erklärungen zu schützen, verlangt der Entwurf nebst deren Urteilsfähigkeit auch die Zustimmung des gesetzlichen Vertreters. Der Bundesrat unterstützt hier den Ständerat und auch die Minderheit Bregy.

Es wurde jetzt teils ausgeführt, das sei eine Verschlechterung gegenüber der heutigen rechtlichen Situation. Das ist nicht zutreffend. Im schlimmsten Fall bleibt es einfach gleich. Es ist heute so, dass Jugendliche selber vor Gericht beantragen können, dass ihr Geschlecht geändert wird. Sie können aber nicht selbstständig, wie das jetzt hier vorgesehen ist, vor dem Zivilstandsbeamten erscheinen und eine Änderung im Personenstandsregister beantragen. Der Bundesrat ist auch hier der Meinung der Minderheit Bregy, dass Minderjährige besonders geschützt werden sollen, auch vor dem Einfluss Dritter oder vor leichtfertigen Entscheidungen.

Im Weiteren bleibt die Vorlage bei der binären Geschlechterordnung, das heisst, es werden entsprechend dem geltenden Gewohnheitsrecht auch in Zukunft nur die Geschlechterkategorien "weiblich" und "männlich" im Personenstandsregister geführt. Ich bitte Sie, hier auch die Minderheit Funicello abzulehnen. Der Entwurf knüpft hier an der bestehenden Nomenklatur an. Auch bei der Beratung der parlamentarischen Initiative Reynard 13.407 zu Artikel 261bis StGB wurde ein entsprechender Antrag bereits einmal abgelehnt, weil der Begriff der Geschlechtsidentität unpräzise ist.

Nun, der Ständerat hat die Vorlage ohne Änderungen in der Gesamtabstimmung deutlich angenommen. Was jetzt Herr Bregy zur Missbrauchsgefahr ausgeführt hat, wurde im Ständerat breit diskutiert, sowohl in der Kommission wie dann ansatzweise auch im Plenum. Der Bundesrat hat ja diese Gefahr auch geprüft, und ich muss einfach sagen, sie ist äusserst gering, und ich würde meinen, gewisse Annahmen sind schon fast etwas absurd.

Denn erstens ist in der Schweiz bis heute kein missbräuchlicher Geschlechtsänderungsantrag behördenkundig geworden, und auch aus anderen Staaten nicht, die bereits heute das Prinzip der Selbstbestimmung anwenden, also ein solches Verfahren kennen, wie wir es jetzt auch vorschlagen.

Zweitens gilt es zu bedenken, dass die Betroffenen mit der Geschlechtsänderung im Personenstandsregister doch einen bedeutenden Eingriff in ihr Leben vornehmen. Sie stellen ihr Leben auf den Kopf. Glauben Sie wirklich, dass ich jetzt beispielsweise heute Nachmittag aufs Zivilstandsamt gehe und sage: "Ja, ich bin jetzt Herr Keller, ich will Herr Keller sein!?" Das ist nicht so, sondern wir reden von Menschen – Frau Funicello hat das treffend ausgeführt –, die einen langwierigen Prozess hinter sich haben. Sie haben oft wirklich Depressionen, sie haben Hormontherapien, psychiatrische Begleitung – das ist schwierig. Es ist nicht so einfach, wenn Sie merken, dass Ihr Körper nicht mit Ihrem Empfinden übereinstimmt, und es ist deshalb auch nicht ganz erstaunlich, dass viele dieser Menschen suizidgefährdet sind oder auch Suizid begehen.

Es ist gänzlich absurd zu glauben, man würde sich einfach im Personenstandsregister zu einer Frau machen lassen, weil man nicht in den Militärdienst will! Fragen Sie Kollegin Amherd, es gibt heute einfachere Methoden, um dem Militärdienst zu entgehen.

Diese Fragen muss man auch tatsächlich mit der notwendigen Ernsthaftigkeit anschauen. Der Eintrag im Personenstandsregister ist der Abschluss eines langwierigen schmerzhaften Prozesses für die betroffenen



Personen und nicht der Anfang.

Die Änderung des Geschlechtseintrags – das möchte ich noch erwähnen – lässt bestehende familienrechtliche Verhältnisse unberührt. Ändert eine verheiratete Person ihr Geschlecht, bleibt sie verheiratet. Eine vorgängige Scheidung ist nicht erforderlich. Eine nachträgliche Trennung oder Scheidung nach den einschlägigen gesetzlichen Regelungen ist aber weiterhin möglich. Das Gleiche gilt für die eingetragene Partnerschaft. Wichtig ist schliesslich, dass allfällige Kindsverhältnisse ebenfalls unberührt bleiben. Der Entwurf sieht auch kein drittes Geschlecht vor, ich möchte das noch einmal klar betonen, sondern basiert auf der binären Geschlechterordnung.

Ich bitte Sie also, einzutreten, zuzustimmen, die Minderheitsanträge Funciello und Brenzikofer abzulehnen, ebenfalls den Minderheitsantrag II (Vogt), dann der Minderheit Bregy zuzustimmen und den Minderheitsantrag Nidegger auch abzulehnen.

Nidegger Yves (V, GE): Madame la conseillère fédérale, vous avez écarté la possibilité qu'on abuse de cette loi par le constat, dont la temporalité m'échappe, qu'en l'absence de cette loi, jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas eu d'abus de cette loi. Pouvez-vous un peu préciser votre logique? Et deuxièmement, de manière, très concrète, (*Remarque intermédiaire de la présidente: Une seule question!*) dès lors qu'il sera possible de changer de prénom à volonté et autant de fois que l'on veut au motif de changer de sexe, comment les registres des poursuites vont-ils s'en sortir pour les futures notifications contre les mauvais payeurs?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Sehen Sie, Herr Nidegger, ich beantworte Ihnen die Frage gerne. Ich glaube, es ist jetzt einfach ein bisschen eine Frage des Menschenbildes, das man hat. Ich habe nicht das Menschenbild, dass jede Person, die das machen würde, das missbräuchlich macht – auch wenn das, Sie haben recht, auf das heutige Gesetz gestützt, nicht nach diesem Verfahren möglich ist.

Ce sont des personnes qui sont à la fin d'un processus. Même s'il s'agit aussi, comme aujourd'hui, d'une procédure qui se joue devant les tribunaux, personne n'entreprend une telle démarche à cause d'une humeur temporaire. On le fait parce que l'on a une conviction intime très forte et parce que l'on se sent mal à l'aise dans son corps. Je crois à l'auto-détermination et à la responsabilité de l'individu et je crois que le potentiel d'abus est vraiment minime, même si on ne peut jamais l'exclure. Concernant la question du registre pénal et des poursuites pénales, un changement d'identité, de genre, de sexe dans le registre de l'état civil s'applique partout. Cela est valable pour les personnes qui sont recherchées ou poursuivies, même s'il s'agit d'un homme ou d'une femme ayant changé de sexe.

Bregy Philipp Matthias (M-CEB, VS): Sehr geehrte Frau Bundesrätin, zuhanden der Materialien folgende Frage: Ist es richtig, dass für die zukünftige Änderung des Geschlechts

AB 2020 N 1831 / BO 2020 N 1831

im Personenstandsregister weder eine Hormontherapie noch ein chirurgischer Eingriff nötig ist?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Ja, das ist richtig. Es steht im Gesetzestext klar, dass man selbst der Überzeugung sein muss und diese Überzeugung darlegen muss, dass man sich im falschen Körper befindet – um das vereinfacht zu sagen; ich habe den Gesetzestext nicht vor mir.

Dieser Gesetzesentwurf basiert auf der Überzeugung, dass die Bürgerinnen und Bürger in diesem Land mündig sind und selbst bestimmen können, ob sie das wollen oder ob sie das nicht wollen. Ich habe es vorhin ausgeführt: Wir stehen, wenn das jemand macht, doch schon am Ende eines Prozesses, der sehr schwierig ist. Sie haben jetzt gefragt: "Braucht es Hormontherapien oder nicht?" Nein, es braucht sie nicht, aber viele machen das. Es gibt auch operative Eingriffe. Wir sprechen heute von einer sehr kleinen Zahl von davon betroffenen Menschen. Diesen Menschen können wir wahrscheinlich einiges Leid ersparen.

Fiala Doris (RL, ZH): Geschätzte Frau Bundesrätin, allerherzlichsten Dank für Ihre sehr liberalen Ausführungen, die überzeugt haben. Wir haben in der Kommission leider keine Anhörung von Betroffenen dazu gehabt. Meine Frage betrifft nur eine Klärung, weil in unserer Fraktion – aber auch ausserhalb – nicht alle verstehen, ob Sie angesichts all dieser liberalen Äusserungen nun für die Zustimmung der Eltern sind oder nicht.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Ich habe versucht, mein Votum etwas abzukürzen. Der Bundesrat unterstützt den Antrag der Minderheit Bregy – gemäss Ständerat, gemäss Bundesrat –, wonach die Eltern einer Änderung im Personenstandsregister zustimmen müssen.

Ich habe ausgeführt: Das ist keine Verschlechterung gegenüber der heutigen Situation. Im schlimmsten Fall bleibt es so, wie es ist. Kinder und Jugendliche können heute vor Gericht selbstständig eine Geschlechtsän-





derung beantragen und erkämpfen. Aber so, wie das hier vorgesehen ist, wie der Bundesrat es vorschlägt, ist es nicht möglich, dass sie im Personenstandsregister das Geschlecht ohne Zustimmung der Eltern ändern, wenn sie minderjährig sind. Der Bundesrat ist mit dem Ständerat der Meinung, dass es hier um eine verletzte Gruppe von Personen geht, denen zugemutet werden kann, dass sie warten, bis sie achtzehn sind. Man möchte sie vor leichtfertigen Entscheiden oder Einflüssen schützen. Das war ungefähr die Ausführung, die ich gemacht habe.

Schläpfer Therese (V, ZH): Geschätzte Frau Bundesrätin, habe ich richtig gehört, dass Sie auf die Frage von Kollege Nidegger bezüglich der Strafverfolgung keine Antwort haben?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Frau Nationalrätin Schläpfer, nein, Sie haben nicht richtig gehört. Ich habe gesagt, dass das Geschlecht überall geändert wird, wenn im Personenstandsregister das Geschlecht geändert wird; das gilt nachher für sämtliche Register. Die Richtigkeitsgewähr ist dann gegeben, auch bezüglich der Strafverfolgung. Aber das sind ja nicht ganze Völkerstämme, das sind einzelne Fälle, über die wir hier sprechen. Es sind auch nicht alle transidenten Menschen kriminell. In Einzelfällen wird dann aber nicht mehr ein Mann gesucht, sondern eine Frau oder umgekehrt. Wenn Sie im Personenstandsregister die Änderung vornehmen, hat diese Richtigkeitsgewähr und gilt für alle Register.

Binder-Keller Marianne (M-CEB, AG): Sehr geehrte Frau Bundesrätin, einmal losgelöst vom wirklichen Problem, für das ich auch Verständnis habe: Wir haben Sie vorhin richtig verstanden – eine solche Änderung kann man ohne Hormontherapie und ohne medizinischen Eingriff machen. Das heisst, der Wechsel steht nicht am Ende des Prozesses, sondern am Anfang eines solchen Prozesses. Wie oft kann man das in einem Leben machen?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Frau Nationalrätin Binder, Sie gehen davon aus – ich meine fälschlicherweise –, dass die Änderung des Geschlechts im Personenstandsregister der Beginn eines Prozesses ist. Das ist es nicht. Alle Erfahrungen mit solchen Menschen zeigen, dass die Änderung des Geschlechts im Personenstandsregister oder heute über die Gerichte eigentlich am Schluss eines Prozesses steht, weil diese Menschen natürlich oft Hormontherapien durchlaufen, operative Eingriffe durchlaufen, psychiatrisch, psychologisch betreut sind, weil das eine schwierige Situation ist.

Es geht also niemand einfach vor Gericht und sagt: "Ich möchte jetzt ein Mann bzw. eine Frau sein!", ohne dass es schon einen Prozess, auch einen innerlichen Prozess, dazu gegeben hat.

Hurni Baptiste (S, NE), pour la commission: Dans ce débat général et en ce qui concerne les minorités, on a énormément parlé d'abus, sans véritablement citer les abus possibles dans le domaine et pourquoi, de l'avis de la majorité de la commission, ces abus ne sont pas envisageables. Alors quels sont les abus possibles?

Un premier abus, qui a été cité par Mme la conseillère fédérale Keller-Sutter, concerne le service militaire. Au fond, la commission pense que faire l'entier de la démarche consistant à changer de sexe, à exposer à un officier d'état civil sa conviction intime et constante, à devoir changer de prénom, etc. est beaucoup plus lourd que le fait de devoir faire le service militaire ou de payer la taxe d'exemption de l'obligation de servir. On pense donc que le risque est assez faible.

Un autre domaine sur lequel la commission s'est penchée, parce qu'il y a un risque d'abus, c'est celui de l'AVS. On pourrait d'abord rétorquer aux personnes qui ont peur de ces abus qu'elles proviennent toutes de groupes politiques qui sont pour l'élévation de l'âge de la retraite des femmes et que, peut-être, dans quelques années, ce risque d'abus ne sera plus possible. Mais au-delà de la boutade, on peut prendre ce qu'on connaît et, dans ce qu'on connaît, on peut citer le fait que, aujourd'hui, il y a un risque d'abus dans les procédures de divorce, puisque l'AVS, si on est marié, est moins élevée que si on est seul. Eh bien, cela n'arrive pas: il n'y a pas une ruée des gens qui ont 65 ans vers la procédure de divorce pour obtenir deux rentes AVS. De la même manière, il n'y aura pas de ruée vers le changement de sexe des hommes à 63 ans pour obtenir l'AVS.

J'aborde maintenant les minorités. La minorité Nidegger à l'article 30 est en fait une remise en cause complète du projet. Il s'agit d'un autre concept, qui envisage de mettre en place un changement de sexe avec les mêmes conditions qu'un changement de nom. Cette manière de procéder n'a pas convaincu la commission, car elle reviendrait à vider le projet de sa substance, à faire passer à la trappe la question centrale, à savoir le droit à l'autodétermination sexuelle, et à intégrer une notion juridique indéterminée, les justes motifs, comme pour le nom, avec les différences cantonales majeures que l'on connaît dans ce domaine et que l'on connaîtrait aussi dans le domaine du changement de sexe.

Surtout, pour la majorité de la commission, considérer le changement de nom comme le changement de



sexe est une offense à tous les enfants intersexes ou intergenres et à toute la communauté transsexuelle. La démarche de changer de nom, qui peut être importante pour une personne, n'atteint jamais la personnalité de la même manière que le changement de sexe.

Pour toutes ces raisons, la proposition défendue par la minorité a été rejetée par 18 voix contre 7.

Je ne peux pas résister à l'envie, tout de même, de répondre à mon collègue Nidegger qui considère que ce projet de loi est à la Suisse ce que la nomination du cheval de Caligula comme consul fut à l'Empire romain, estimant que cette nomination est emblématique de la décadence de l'Empire romain. Je laisse à M. Nidegger la qualité de sa comparaison, en soulignant qu'elle est peut-être offensante et peu sympathique pour les personnes concernées. Mais surtout, j'aimerais lui dire que, s'il connaissait un tout petit peu l'histoire romaine, il aurait dû conclure que Caligula était le troisième

AB 2020 N 1832 / BO 2020 N 1832

empereur et que, donc, l'apogée de l'Empire romain était encore à venir et que cet épisode n'est pas emblématique de sa décadence. Finalement, la lecture totalement à rebours de l'histoire de M. Nidegger n'est pas sans faire penser à son analyse de ce projet.

S'agissant de la minorité Walder, la proposition d'amendement ne change rien à la portée de la loi mais vise une formulation qui apparaît à ses dépositaires comme plus précise dans la mesure où le projet de loi viserait à défendre l'identité de genre et non le sexe de la personne. La majorité a quant à elle estimé que, dans toute la législation sur les registres d'état civil, c'est le terme de "sexe" qui est utilisé et qu'il convient de conserver cette nomenclature.

Je vais traiter ensemble les minorités I (Brenzikofer) et II (Vogt) à l'article 30b alinéa 1 in fine. La minorité I a pour objectif de permettre que la déclaration de changement de sexe se fasse aussi bien par écrit que par oral, ce afin d'éviter le grand stress psychologique que peut générer le fait de devoir comparaître en personne devant l'officier d'état civil. La majorité a préféré suivre l'argumentaire du Conseil fédéral, qui considère que la comparaison publique de la personne est la seule manière de vérifier le désir intime et constant de changer de sexe. La commission a rejeté la proposition par 14 voix contre 11.

S'agissant de la minorité II, celle-ci propose une reformulation de la fin de l'alinéa 1, qui n'aura pas, dans le cadre de cette révision, d'effet matériel. Le but de cette minorité est de s'assurer d'une formulation qui ancre dans la loi la question de la binarité des sexes – homme ou femme – et qui compliquerait à l'avenir l'introduction par exemple d'un troisième genre. La commission propose de refuser, par 14 voix contre 10, cette proposition, en considérant que rien ne permet de penser que les craintes de l'auteur seront justifiées et qu'il faut prendre le projet pour ce qu'il est et non lui prêter des vertus d'anticipation sur un projet futur visant à supprimer la binarité ou à introduire un troisième genre.

S'agissant de la minorité Bregy à l'article 30 alinéa 4, elle a donné lieu au principal débat de fond de la commission. Les personnes mineures, ou sous curatelle de portée générale, ou encore sous le coup d'une décision de l'autorité de protection de l'adulte, mais qui ont la capacité de discernement, doivent-elles pouvoir changer de sexe sans le consentement de leurs représentants légaux? Le Conseil fédéral, comme la minorité, juge que tel est le cas dans la mesure où il faut protéger ces personnes, qui sont forcément plus fragiles que les autres et qui pourraient se faire influencer. Cela permettrait d'éviter un choix à la légère.

La majorité de la commission a préféré suivre les arguments des professionnels qui encadrent les jeunes et qui estiment dans la consultation que cette condition est contre-productive. En premier lieu, il s'agirait d'une aggravation de la situation actuelle dans la mesure où, aujourd'hui, la procédure est certes judiciaire – ce que le projet corrige –, mais les mineurs peuvent la suivre sans avoir recours au consentement de leur parent. Deuxièmement, on rappelle ici qu'il ne peut s'agir que de personnes qui ont la capacité de discernement et que, par conséquent, elles sont déjà capables d'exprimer leur volonté, notamment dans un domaine aussi éminemment personnel. Enfin, le projet du Conseil fédéral impliquerait une augmentation importante des conflits familiaux.

Nidegger Yves (V, GE): J'aimerais reformuler une question à laquelle le Conseil fédéral n'a pas répondu. Elle avait à voir avec les poursuites pour dettes, parce que la loi est générale et abstraite; elle s'applique à tout le monde. Si je suis un mauvais payeur et que je change de sexe et de prénom une fois par mois – ou tous les six mois, c'est peut-être suffisant –, comment est-ce que mes créanciers vont s'y prendre pour formuler des poursuites qui puissent m'être notifiées?

Hurni Baptiste (S, NE), pour la commission: J'ai plusieurs choses à dire à ce sujet. D'abord, je vous remercie pour la question.



Premièrement, c'est que l'identification au registre des poursuites est faite par le numéro AVS, et celui-ci ne changera pas, c'est-à-dire que l'on pourra trouver la personne.

Deuxièmement, c'est que l'on ne pourra pas changer une fois par mois de prénom. Vous avez lu le projet de loi comme moi: il doit s'agir d'une conviction intime et constante. Je ne pense pas qu'un officier d'état civil considérerait que le terme "constant" corresponde à un mois.

Troisièmement, il y a un domaine dans lequel une entité juridique peut déjà changer de nom toutes les semaines si cela lui chante, c'est le droit des personnes morales. Une entreprise aujourd'hui, si cela lui chante, peut changer de nom toutes les semaines pour éviter les poursuites. Il me semble que, dans le domaine des entreprises, où c'est encore plus facile que ce qu'on est en train de faire, les entreprises ne changent pas de nom une fois par mois pour éviter les poursuites. Ce ne sera donc pas le cas non plus pour les personnes désirant changer de sexe.

Markwalder Christa (RL, BE), für die Kommission: "Jede Person, die innerlich fest davon überzeugt ist, nicht dem im Personenstandsregister eingetragenen Geschlecht zuzugehören, kann gegenüber der Zivilstandsbeamtin oder dem Zivilstandsbeamten erklären, dass sie den Eintrag ändern lassen will. Die erklärende Person kann einen oder mehrere neue Vornamen in das Personenstandsregister eintragen lassen. Die Erklärung hat keine Auswirkungen auf die familienrechtlichen Verhältnisse." Das ist der ganze Zauber, aber auch der Charme dieser Vorlage, die mit einer kleinen Ergänzung im ZGB zwar sehr schlank daherkommt, aber eine grosse Bedeutung für die betroffenen Menschen hat. Unsere Kommission ist auf diese Vorlage mit 16 zu 6 Stimmen bei 1 Enthaltung eingetreten.

Bei der Minderheit Walder haben wir uns entschieden, beim Terminus "Geschlecht" zu bleiben, damit der Nomenklatur des ZGB zu entsprechen und den Terminus nicht durch "Geschlechtsidentität" zu ersetzen; dies bei einem Stimmenverhältnis von 14 zu 11 Stimmen.

Bei der Minderheit Brenzikofer hat die Kommission ebenfalls beschlossen, dass die Erklärung nicht schriftlich erfolgen können darf. Die Kommissionsmehrheit ist der Meinung, dass ein persönliches Erscheinen auf dem Zivilstandsamt erforderlich ist, nicht zuletzt auch zur Identifizierung. Dass dies keine zu hohe Hürde für Personen mit Einschränkungen darstellt, haben wir mit einem Verhältnis von 14 zu 11 Stimmen entschieden.

Bei der Minderheit Vogt geht es um die Frage, ob in diesem Gesetz quasi bereits das dritte Geschlecht durch die Hintertür eingeführt oder ob dies präjudiziert wird. Wir waren der Meinung: Mit dieser Vorlage wird diese Frage nicht beantwortet, aber auch nicht präjudiziert. Ein Bericht ist aufgrund der zwei Postulate Ruiz Rebecca 17.4185 und Arslan 17.4121 in Erarbeitung. Wir wollten hier auch klar nicht das binäre Geschlecht festschreiben. Dies haben wir ebenfalls mit 14 zu 10 Stimmen entschieden.

Schliesslich zur Minderheit Bregy, wonach Absatz 4 zu belassen sei: Wir hatten eine deutliche Kommissionsmehrheit mit 15 zu 5 Stimmen bei 5 Enthaltungen, Absatz 4 zu streichen und das Selbstbestimmungsrecht zu stärken, indem urteilsfähige Personen ohne Zustimmung der Eltern oder des gesetzlichen Vertreters diese Erklärung auf dem Zivilstandsamt abgeben können. Wir haben heute gehört: Jugendliche, die urteilsfähig sind, dürfen sich für eine Hormonbehandlung oder einen chirurgischen Eingriff entscheiden. Es ist deshalb nichts als logisch, dass sie dann über den üblicherweise letzten Schritt, nämlich die Änderung des Geschlechts im Personenstandsregister, ebenfalls selbstständig und verantwortungsvoll entscheiden können.

Die Kommission hat sich auch Mühe gegeben, wirklich praxisorientiert zu entscheiden. Dazu gehört, dass die meisten Fälle von Personenstandsänderung ab dem Alter von vierzehn Jahren passieren. Und wir haben es auch in der heutigen Diskussion wieder gehört: Wir wollen das potenziell konfliktgeladene familiäre Umfeld in dieser Situation nicht noch seitens des Gesetzgebers zusätzlich anheizen.

In der Gesamtabstimmung hat sich die Kommission für Rechtsfragen Ihres Rates mit 18 zu 7 Stimmen für die Vorlage ausgesprochen.

AB 2020 N 1833 / BO 2020 N 1833

Ich bitte Sie also, einzutreten und jeweils der Mehrheit zu folgen.

Siegenthaler Heinz (M-CEB, BE): Wir sprechen hier über ein Thema, das bei den Betroffenen die Würde betrifft. Die Würde des Menschen ist unantastbar. Wenn ich hier einzelne Voten oder Fragen höre, dann frage ich mich schon, ob sich alle hier drin der Tragweite bewusst sind. Ich kenne mehrere betroffene Personen, und ich finde es fast schon unwürdig, wie hier zum Teil debattiert wird. Wir stimmen über einen Verwaltungsakt ab; wir stimmen nicht über Geschlechtsumwandlungen, Hormonbehandlungen und was weiss ich alles ab. Dann kommt noch der Vorwurf des Missbrauchs, wie wenn das irgendwie etwas Lustiges wäre.

Meine Frage: Frau Markwalder, hatten Sie in der Kommission Hinweise, dass es bei dieser Thematik irgendwie



Missbräuche gibt?

Markwalder Christa (RL, BE), für die Kommission: Besten Dank, Herr Siegenthaler, für Ihre Frage und auch für Ihre persönliche Erklärung. Wir haben in der Kommission keinerlei Hinweise darauf, dass heute irgendein Missbrauchspotenzial besteht oder mit dieser vereinfachten Vorlage eines entstehen könnte. Wir haben es auch in dieser Debatte von den Rednerinnen und Rednern wie auch von der Frau Bundesrätin gehört: Es ist ein schwerwiegender, ein tiefgreifender, lebensweisender Entscheid einer Person, wenn sie ihr Geschlecht ändern will. Und dies soll sie dann eben am Schluss als Verwaltungsakt einfacher auf dem Zivilstandsamt erklären können.

Es gibt einen bekannten Fall – der aber auch in den Medien und öffentlich dargestellt war – von jemandem, der zweimal das Geschlecht gewechselt hat. Aber selbst den Beratungsorganisationen ist nur dieser eine Fall bekannt, dass also jemand zweimal das Geschlecht gewechselt hat. Sonst ist das einfach eine Weichenstellung im Leben und eine höchst persönliche Entscheidung, die wir nicht noch unnötig erschweren, sondern nötigerweise erleichtern sollten.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Avant de passer au vote, je vous donne les résultats du neuvième tournoi parlementaire de jass, qui a eu lieu hier soir. C'est un triomphe féminin, avec en tête Mme Jacqueline Badran, suivie de Mmes Andrea Geissbühler et Martina Munz. Bravo Mesdames! (*Applaudissements*)
Nous allons voter sur la proposition de non-entrée en matière de la minorité Nidegger.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.081/21485)

Für Eintreten ... 139 Stimmen

Dagegen ... 48 Stimmen

(9 Enthaltungen)

Schweizerisches Zivilgesetzbuch (Änderung des Geschlechts im Personenstandsregister) Code civil suisse (Changement de sexe à l'état civil)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 30

Antrag der Minderheit

(Nidegger, Geissbühler, Guggisberg, Reimann Lukas, Schwander, Tuena, Vogt)

Titel

B. Schutz der Persönlichkeit

III. Recht auf den Namen

2. Namens- oder Geschlechtsänderung

a. Im Allgemeinen

Abs. 1

Die Regierung des Wohnsitzkantons kann einer Person die Änderung des Namens oder des Geschlechts bewilligen, wenn achtenswerte Gründe vorliegen.

Abs. 2

Jede Person, die ihr Geschlecht ändern darf, darf auch ihren bzw. ihre Vornamen ändern.



Abs. 3

Wer durch Namensänderung verletzt wird, kann sie binnen Jahresfrist, nachdem er von ihr Kenntnis erlangt hat, gerichtlich anfechten.

Art. 30

Proposition de la minorité

(Nidegger, Geissbühler, Guggisberg, Reimann Lukas, Schwander, Tuena, Vogt)

Titre

B. Protection de la personnalité

III. Relativement au nom

2. Changement de nom ou de sexe

a. En général

Al. 1

Le gouvernement du canton de domicile peut, s'il existe des motifs légitimes, autoriser une personne à changer de nom ou de sexe.

Al. 2

Toute personne autorisée à changer de sexe est autorisée à changer également son ou ses prénoms.

Al. 3

Toute personne lésée par un changement de nom peut l'attaquer en justice dans l'année à compter du jour où elle en a eu connaissance.

Art. 30b

Antrag der Mehrheit

Abs. 4

Streichen

Antrag der Minderheit

(Nidegger, Geissbühler, Guggisberg, Reimann Lukas, Schwander, Tuena, Vogt)

Streichen

Antrag der Minderheit

(Walder, Arslan, Brélaz, Brenzikofer, Christ, Fehlmann Rielle, Flach, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Schneider Schüttel)

Titel

IV. In Bezug auf die Geschlechtsidentität

Antrag der Minderheit I

(Brenzikofer, Arslan, Brélaz, Fehlmann Rielle, Flach, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Schneider Schüttel)

Abs. 1

... oder dem Zivilstandsbeamten mündlich oder schriftlich erklären, dass ...

Antrag der Minderheit II

(Vogt, Bregy, Geissbühler, Guggisberg, Kamerzin, Maitre, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Tuena)

Abs. 1

... dass sie mit dem anderen Geschlecht eingetragen sein will.

Antrag der Minderheit

(Bregy, Geissbühler, Guggisberg, Kamerzin, Tuena)

Abs. 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Art. 30b

Proposition de la majorité

Al. 4

Biffer

Proposition de la minorité

(Nidegger, Geissbühler, Guggisberg, Reimann Lukas, Schwander, Tuena, Vogt)

Biffer

Proposition de la minorité

(Walder, Arslan, Brélaz, Brenzikofer, Christ, Fehlmann Rielle, Flach, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Schneider Schüttel)

Titre

IV. Relativement à l'identité de genre

Proposition de la minorité I

(Brenzikofer, Arslan, Brélaz, Fehlmann Rielle, Flach, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Schneider Schüttel)

Al. 1

... peut déclarer à l'officier de l'état civil, par oral ou par écrit, vouloir ...

Proposition de la minorité II

(Vogt, Bregy, Geissbühler, Guggisberg, Kamerzin, Maitre, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Tuena)

Al. 1

... vouloir être inscrite sous l'autre sexe.

Proposition de la minorité

(Bregy, Geissbühler, Guggisberg, Kamerzin, Tuena)

Al. 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Les propositions de la minorité Nidegger à l'article 30 et à l'article 30b sont liées. Je vous propose donc de mettre d'abord au net l'article 30b et ensuite de voter sur les propositions de la minorité Nidegger. Les propositions de minorité I (Brenzikofer) et II (Vogt) à l'article 30b alinéa 1 ne s'excluent pas. Je vais donc les opposer, l'une après l'autre, au texte en vigueur.

Art. 30b Titel – Art. 30b titre

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.081/21486)

Für den Antrag der Minderheit ... 86 Stimmen

Dagegen ... 108 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 30b Abs. 1 – Art. 30b al. 1

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 19.081/21487)

Für den Antrag der Minderheit I ... 85 Stimmen

Dagegen ... 110 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 19.081/21488)

Für den Antrag der Minderheit II ... 78 Stimmen

Dagegen ... 114 Stimmen

(3 Enthaltungen)



Art. 30b Abs. 4 – Art. 30b al. 4

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.081/21489)

Für den Antrag der Mehrheit ... 100 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 93 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Art. 30, 30b

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Ayant mis au net l'article 30b, nous pouvons désormais opposer le résultat obtenu, c'est-à-dire la proposition de la majorité, à la proposition de la minorité Nidegger de modifier l'article 30 et de biffer l'article 30b.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.081/21490)

Für den Antrag der Mehrheit ... 122 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 52 Stimmen

(21 Enthaltungen)

Ziff. II, III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. II, III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.081/21491)

Für Annahme des Entwurfes ... 121 Stimmen

Dagegen ... 61 Stimmen

(13 Enthaltungen)